



PRÉFET DE L' AISNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Édition partie 2 du mois d'Avril 2021

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ ET DE LA LÉGALITÉ

Bureau de la légalité et de l'intercommunalité

- Arrêté inter préfectoral n° 2021-12 du 4 janvier 2021 portant extension du périmètre du syndicat mixte du bassin de la Selle et son annexe

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Bureau des affaires juridiques et de la coordination interministérielle

- Arrêté n°2021-23 donnant délégation de signature à M. André BOUVET, Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France,

- Arrêté n°2021-30 portant délégation de signature concernant les missions relevant des champs de compétence de la direction départemental de l'emploi, du travail et des solidarités

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE, DE L'EMPLOI, DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITÉS HAUTS-DE-FRANCE

- Arrêté DREETS HAUTS-DE-FRANCE N °2021-C-SA-01 portant délégation de signature et désignation de représentants habilités à prononcer les sanctions administratives prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce et la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesures et portant délégation de signature pour prononcer les sanctions administratives prévues par le code de la consommation

- Arrêté DREETS HAUTS DE FRANCE N °2021-C-TP-01 portant délégation de signature et désignation de représentants pour les transactions prévues par le titre IX du livre IV du code de commerce et par le titre II du livre V du code de la consommation

- Arrêté DREETS HAUTS-DE-FRANCE n° 2021-PSE-RCC-TP-01 portant délégation de signature de Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail aux chefs de pôle de la direction de régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Environnement - Unité gestion installations classées pour la protection de l'environnement, déchets

- Arrêté n° IC-2021-057 autorisant la société ROCKWOOL à exploiter une usine de laine de roche sur le territoire des communes de PLOISY et COURMELLES

Service Expertise et Appui Technique

- Arrêté n° DDT/EAT21/01 fixant la liste des communes éligibles aux aides du compte d'affectation spéciale « financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale »



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PREFECTURE DU NORD

N°2021-12

Secrétariat général

Direction
des relations avec les
collectivités territoriales

Bureau de
l'intercommunalité et
des finances locales

**Arrêté interdépartemental
portant extension de périmètre
du Syndicat Mixte du Bassin de la Selle**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Le Préfet de l'Aisne
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5711-1 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.211-7 ;

Vu la loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 portant amélioration de la décentralisation ;

Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

Vu la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 modifiée de réforme des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2012-281 du 29 février 2012 visant à assouplir les règles relatives à la refonte de la carte intercommunale ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) ;

Vu le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat, dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination de M. Michel LALANDE, Préfet de la région Hauts-de-France, Préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord ;

Vu le décret du 7 novembre 2019 portant nomination de M. Ziad KHOURY en qualité de Préfet de l'Aisne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2020 donnant délégation de signature à M. Simon FETET, Secrétaire général de la Préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 1987 modifié portant création entre, pour l'arrondissement de Cambrai, la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis pour le compte des communes de Bazuel, Briastre, Busigny, Le Gateau-Cambrésis, Catillon-sur-Sambre, Honnechy, Inchy-en-Cambrésis, Mazinghien, Montay, Neuville, Ors, Le Pommereuil, Reumont, Saint-Aubert, Saint-Benin, Saint-Souplet-Escaufourt et Saint-Vaast-en-Cambrésis, selon le principe de représentation-substitution, les communes de Haussy, Montrécourt, Saint-Python, Saulzoir et Solesmes et celles de l'arrondissement de Valenciennes : Douchy les Mines, Haspres et Noyelles sur Selle et Thiant d'un syndicat dénommé : Syndicat mixte du Bassin de la Selle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2017 portant modification des statuts du syndicat mixte du bassin de la Selle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2017 constatant la représentation-substitution des communes de Haussy, Montrécourt, Saint-Python, Saulzoir et Solesmes par la communauté de communes du Pays Solesmois au sein du syndicat mixte du Bassin de la Selle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 mars 2018 portant adhésion du Syndicat Mixte pour l'aménagement de l'Ecaillon et de ses affluents au Syndicat Mixte du Bassin de la Selle ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2018 portant transformation de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis en Communauté d'Agglomération ;

Vu la délibération du comité syndical du syndicat mixte du Bassin de la Selle en date du 10 septembre 2019 proposant l'adhésion à deux EPCI nouveaux (CCPM et CCTSO), l'extension de périmètre d'adhésion pour trois EPCI déjà membres (CCPS, CAPH et CAVM) ;

Vu la notification du 19 septembre 2019 aux EPCI adhérents (CCPS, CAVM, CAPH et CACC) et aux nouveaux EPCI (CCPM et CCTSO) de la délibération du 10 septembre 2019 précitée ;

Vu la délibération du 24 septembre 2019 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes Thiérache Sambre Oise décidant d'une part, d'adhérer au syndicat mixte du Bassin de la Selle, pour les communes de Hanappes, Mennevret, Ribeaupville, Saint-Martin Rivière, Tupigny, Vénérolles et Wassigny, La Vallée Mulâtre, Molain et Vaux-Andigny ;

- ✓ et d'autre part, décidant de transférer l'exercice de la compétence GEMAPI au syndicat mixte du Bassin de la Selle pour les missions suivantes :
- ✓ l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- ✓ l'entretien et l'aménagement de cours d'eau (y compris leur accès), englobant la lutte contre les rats musqués ;
- ✓ la défense contre les inondations ;
- ✓ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes Thiérache Sambre Oise se prononçant sur l'adhésion de la Communauté de Communes au syndicat mixte du Bassin de la Selle, conformément aux dispositions de l'article L.5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
 Vu la délibération du 24 septembre 2019 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Mormal approuvant son adhésion au syndicat mixte du Bassin de la Selle pour les communes de Bousies, Forest-en-Cambrésis, Croix-Caluyau et Fontaine-au-Bois, incluses pour partie dans le bassin versant de la Selle ;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes membres de la Communauté de Communes du Pays de Mormal se prononçant sur l'adhésion de la Communauté de Communes au syndicat mixte du Bassin de la Selle, conformément aux dispositions de l'article L.5214-27 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du 10 décembre 2018 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut décidant d'une part, d'adhérer au syndicat mixte du Bassin de la Selle pour le territoire des communes de : Abscon, Avesnes-le-Sec, Bouchain, Denain, Douchy-les-Mines, Escaudain, Haspres, Haulchin, Hordain, Lieu-Saint-Amand, Louches, Marquette-en-Ostrevant, Mastaing, Neuville-sur-Escout, Noyelle-sur-Selle, Thiant, Roeulx, Wavrechain-sous-Denain, et d'autre part, de transférer la compétence GEMAPI au syndicat mixte du Bassin de la Selle pour ces communes ;

Vu la délibération du 21 octobre 2019 du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut approuvant l'extension de son périmètre d'adhésion aux communes de Emerchicourt, Hérin, La Sentinelle, Oisy, Trith-Saint-Léger, Wasnes-au-Bac et Wavrechain-sous-Faulx ;

Vu la délibération du 6 novembre 2019 du Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays Solesmois approuvant l'extension de son périmètre d'adhésion, pour la compétence GEMAPI, au Syndicat mixte du Bassin de la Selle pour la totalité du territoire des communes de Beaurain, Capelle-sur-Ecaillon, Escarmain, Romeries, Vertain et Viesly,

Vu les délibérations favorables des organes délibérants des collectivités membres du syndicat mixte du Bassin de la Selle se prononçant sur ces adhésions et extensions de périmètre d'adhésion, conformément à l'article L.5211-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que les conditions de majorité requises sont atteintes ;

Sur proposition des Secrétaires généraux des Préfectures du Nord et de l'Aisne ;

ARRÊTE

Article 1 : Est autorisée l'extension du périmètre du syndicat mixte du Bassin de la Selle constitué désormais des établissements publics suivants :

La Communauté d'Agglomération de la Porte du Hainaut pour le compte des communes de : Abscon, Avesnes-le-Sec, Bouchain, Denain, Douchy-les-Mines, Emerchicourt, Escaudain, Haspres, Haulchin, Hérin, Hordain, La Sentinelle, Lieu-Saint-Amand, Louches, Marquette-en-Ostrevant, Mastaing, Neuville-sur-Escaut, Noyelles-sur-Selle, Oisy, Roeux, Thiant, Trith-Saint-Léger, Wasnes-au-Bac, Wavrechain-sous-Denain et Wavrechain-sous-Faulx ;

La Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole pour le compte des communes de : Monchaux-sur-Ecaillon et Verchain-Maugré ;

La Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis pour le compte des communes de : Bazuel, Briastre, Busigny, Le Cateau-Cambrésis, Catillon-sur-Sambre, Honnechy, Inchy-en-Cambrésis, Mazinghien, Montay, Neuville, Ors, Le Pommereuil, Reumont, Saint-Aubert, Saint-Benin, Saint-Souplet-Escaufourt et Saint-Vaast-en-Cambrésis ;

La Communauté de Communes du Pays Solesmois pour le compte des communes de : Beaurain, Bermerain, Capelle-sur-Ecaillon, Escarmain, Haussy, Montrécourt, Romeries, Saint-Martin-sur-Ecaillon, Saint-Python, Saulzoir, Solesmes, Sommaing-sur-Ecaillon, Vendegies-sur-Ecaillon, Vertain et Viesly ;

La Communauté de Communes du Pays de Mormal pour le compte des communes de Bousies, Forest-en-Cambrésis, Croix-Caluyau et Fontaine-au-Bois

La Communauté de Communes Thiérache Sambre Oise pour le compte des communes de : La Vallée-Mulâtre, Molain, Vaux-Andigny, Hanappes, Mennevret, Ribeuville, Saint-Martin Rivière, Tupigny, Vénérolles et Wassigny.

Le périmètre communal, total ou partiel, couvert par le syndicat est défini dans un tableau annexé au présent arrêté.

Article 2 : L'adhésion des nouveaux membres entraîne l'application des règles de transfert de biens, droits et obligations prévues par le II de l'article L.5211-18 du code général des collectivités territoriales.

Le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L.1321-1 du Code des collectivités territoriales.

Le transfert des compétences entraîne également le transfert des contrats attachés aux compétences transférées.

Article 3 : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Les Préfets du Nord et de l'Aisne, le Président du Syndicat mixte du bassin de la Selle, les Présidents des communautés de communes de la Thiérache Sambre et Oise (02), du Pays de Mormal (59), du Pays Solesmois (59) et de la Communauté d'agglomération de la Porte du Hainaut (59) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord et de la Préfecture de l'Aisne et dont copie sera adressée :

- ⇒ au Sous-Préfet de Cambrai,
- ⇒ au Sous-Préfet de Valenciennes,
- ⇒ à la sous-préfète de Vervins,
- ⇒ au Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole,
- ⇒ au Président de la Communauté d'Agglomération du Caudrésis et du Catésis,
- ⇒ au Directeur Régional des Finances Publiques de la région Hauts-de-France,
- ⇒ au Président de la Chambre Régionale des Comptes de la région Hauts-de-France,
- ⇒ au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France,
- ⇒ au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Nord,
- ⇒ au Directeur Départemental des Territoires de l'Aisne,
- ⇒ au Chef de la Délégation Territoriale du Douaisis et du Cambrésis de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord.

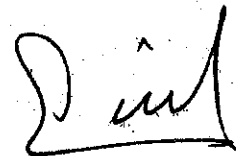
04 JAN. 2021

Le Préfet du Nord

Le Préfet de l'Aisne

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Simon FETET



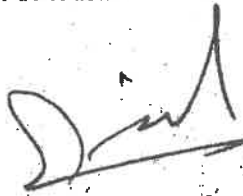
Ziad KHOURY

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE LA SELLE

ANNEXES

Vu pour être annexées à l'arrêté interdépartemental du 04 JAN. 2021

Le Préfet de l'Aisne



Ziad KHOURY

Le Préfet du Nord

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Simon FETET

Périmètre d'adhésion des EPCI par communes et par compétences transférées

	COMMUNAUTES	Compétence obligatoire GEMAPI		Compétence optionnelle Erosion/Ruissellement	
		Totalité	En partie	Totalité	En partie
	CA2C				
1	Bazuel	x			
2	Briastre	x			
3	Busigny	x			
4	Cateau-Cambrésis (Le)	x			
5	Catillon-sur-Sambre	x			
6	Honnechy	x			
7	Inchy-en-Cis	x			
8	Mazinghien	x			
9	Montay	x			
10	Neuvilly	x			
11	Ors	x			
12	Pommereuil (Le)	x			
13	Reumont	x			
14	Saint-Aubert	x			
15	Saint-Benin	x			
16	Saint-Souplet/Escaufourt	x			
17	Saint-Vaast-en-Cis	x			
	CCPS				
1	Beaurain	x			
2	Bermerain	x			
3	Capelle-sur-Ecaillon	x			
4	Escarmain	x			
5	Haussey	x			
6	Montrécourt	x			
7	Romeries	x			
8	Saint-Martin/Ecaillon	x			
9	Saint-Python	x			
10	Saulzoir	x			
11	Solesmes	x			
12	Sommaing/Ecaillon	x			
13	Vendegies/Ecaillon	x			
14	Vertain	x			
15	Viesly	x			
	CCPM				
1	Bousies	x			
2	Croix-Caluyau	x			
3	Fontaine-au-Bois	x			
4	Forest-en-Cambrésis	x			
	CCTSO				
1	La Vallée Mulâtre	x			
2	Molain	x			
3	Vaux-Andigny	x			
4	Hanappes		x		
5	Mennevret		x		
6	Ribeauville		x		

Périmètre d'adhésion des EPCI par communes et par compétences transférées

	COMMUNAUTES	Compétence obligatoire GEMAPI		Compétence optionnelle Erosion/Ruissellement	
7	Saint-Martin-Rivière		x		
8	Tupigny		x		
9	Vénérolles		x		
10	Wassigny		x		
	CAPH				
1	Abscon	x			
2	Avesnes-le-Sec	x			
3	Bouchain	x			
4	Denain	x			
5	Douchy-les-Mines	x			
6	Emerchicourt	x			
7	Escaudain	x			
8	Haspres	x			
9	Haulchin	x			
10	Hérin	x			
11	Hordain	x			
12	La Sentinelle	x			
13	Lieu-Saint-Amand	x			
14	Lourches	x			
15	Marquette-en-Ostrevant	x			
16	Mastaing	x			
17	Neuville-sur-Escout	x			
18	Noyelle-sur-Selle	x			
19	Oisy	x			
20	Roeulx	x			
21	Thiant	x			
22	Trith-Saint-Léger	x			
23	Wasnes-au-Bac	x			
24	Wavrechain-sous-Denain	x			
25	Wavrechain-sous-Faulx	x			
	CAVM				
1	Monchaux-sur-Ecaillon	x			
2	Verchain-Maugré	x			

**Arrêté n°2021-23 donnant délégation de signature à
M. André BOUVET, Directeur régional de l'économie,
de l'emploi, du travail et des solidarités
des Hauts-de-France,**

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de Commerce ;

Vu le code de la consommation ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code rural et de la pêche maritime ;

Vu la loi du 4 juillet 1837 modifiée relative aux poids et mesures ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, notamment ses articles 4 et 6 ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°92-604 du 1er juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY, préfet de l'Aisne ;

Vu le décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 relatif aux emplois de direction de l'Etat ;

Vu le décret n° 2020-67 du 30 janvier 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles dans les domaines de l'économie et des finances ;

Vu le décret n°2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur André BOUVET sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de l'Aisne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en application du code de la consommation (chapitre I^{er} du titre II du livre V et chapitre I^{er} du titre III du livre V) :

- protection économique du consommateur
- loyauté des transactions et de la conformité des produits et services mis sur le marché, notamment non-conformité à la réglementation d'un produit prélevé établie par l'essai ou l'analyse (article L531-6 du code de la consommation).
- sécurité des consommateurs pour les produits alimentaires, les produits industriels et les prestations de services mis sur le marché

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en application du code rural et de la pêche maritime (CRPM) :

- régulation concurrentielle des marchés s'agissant du non-respect des obligations relatives au contrat de vente des produits agricoles (article L. 631-24 et suivants du CRPM)
- transaction pour les infractions constatées par un agent placé sous l'autorité du préfet (L205-10 du CRPM)

Article 3 : Délégation de signature est donnée à Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en application du code de l'environnement :

- transaction pour les contraventions et délits prévus et réprimés à l'article L173-12 du code de l'environnement.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France pour les décisions, actes et correspondances relevant de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France dans les domaines suivants relevant de la compétence du Préfet de l'Aisne en matière de métrologie légale (décret n°2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure et arrêté du 31 décembre 2001 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure) :

- agrément des organismes pour l'installation, la réparation et le contrôle en service des instruments de mesure,
- délivrance de certificats d'homologation, de certificats de fonctionnement et de certificats d'examen de type,
- attribution, suspension et retrait des marques d'identification.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités pour les mémoires et correspondances concernant les saisines juridictionnelles relatives aux sanctions et injonctions prononcées par la DREETS conformément au code du commerce (articles L.470-1 et L.470-2), au code de la consommation (mesures de police administratives prises en application du chapitre 1^{er} du titre II du livre V et sanctions administratives prises en application du chapitre II du titre II du livre V et du chapitre 1^{er} du titre III du livre V) et de la législation des poids et mesures (article 9 de la loi du 4 juillet 1837).

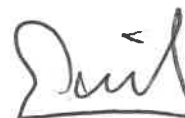
Article 6 Sont exclus de la présente subdélégation de signature :

- les actes à portée réglementaire,
- les arrêtés portant nomination des membres de commissions et comités régionaux
- les arrêtés d'ouverture d'enquête publique et tous les arrêtés subséquents,
- les conventions de tous ordres avec des collectivités territoriales ou des établissements publics engageant financièrement l'Etat,
- les instructions ou circulaires adressées aux collectivités territoriales,
- les réponses aux recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité.

Article 7 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2021.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

Fait à Laon, - 1 AVR. 2021



Ziad KHOURY

**Arrêté n°2021-30
portant délégation de signature concernant
les missions relevant des champs de compétence
de la direction départemental de l'emploi,
du travail et des solidarités**

LE PREFET DE L' AISNE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi organique n°2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n°2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU le code de l' Action sociale et des familles ;

VU le Code de l'Artisanat ;

VU le Code de Commerce ;

VU le Code de la Consommation ;

VU le Code de la Construction et de l'habitation ;

VU le Code général des Impôts ;

VU le code de la Santé publique ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU le Code du Tourisme ;

VU le Code du Travail ;

VU le code de Urbanisme ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, relatives à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social et notamment son article 4 modifié ;

VU la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992 modifiée, relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi n°2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et aux responsabilités locales, notamment son article 132 ;

VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU la Loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU le décret n°97-34 du 15 janvier 1997 modifié, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n°2009-360 du 31 mars 2009 modifié, relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;

VU le décret n°2009-1484 du 03 décembre 2009 modifié, relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du Président de la République du 7 novembre 2019 nommant M. Ziad KHOURY, Préfet de l'Aisne ;

VU le décret n°2020-67 du 30 janvier 2020 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles dans les domaines de l'économie et des finances ;

VU le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

VU l'arrêté du 31 mars 2011 portant déconcentration des décisions relatives à la situation individuelle des fonctionnaires et agents non titulaires exerçant leurs fonctions dans les directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Patrick OLIVIER, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Hauts-de-France ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-127 du 02 septembre 2020 portant organisation du secrétariat général commun du département de l'Aisne ;

VU l'arrêté du premier ministre et du ministre de l'intérieur du 22 mars 2021 portant nomination de :

- M. Bertrand VANDEMOORTELE, en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;
- M. Emmanuel RICHARD, en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord ;
- Mme Nathalie CHOMETTE, en qualité de directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Pas-de-Calais ;
- M. Daniel RAMELET, en qualité de directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de la SOMME ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021-28 du 25 mars 2021 portant organisation de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

Article 1^{er} :

Délégation de signature est donnée à Monsieur Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, à effet de signer tous actes, documents administratifs, rapports, conventions, certificats, correspondances, dans le cadre des missions relevant de sa direction. Entrent dans le champ de cette délégation les décisions et documents dans les domaines d'activités ci-après :

1. Dispositions relatives en matière d'administration générale :

- 1.1. tous les actes, décisions et pièces administratives relatifs à l'organisation et au fonctionnement du service sur lequel il a autorité ;
- 1.2. l'octroi des congés annuels, des congés de maternité, de paternité, d'adoption et du congé bonifié ;
- 1.3. l'octroi et le renouvellement des congés de maladie, des congés de longue maladie et des congés de longue durée ;
- 1.4. l'autorisation d'exercer une activité à temps partiel ;
- 1.5. le retour dans l'exercice d'une activité à temps plein ;
- 1.6. l'utilisation des congés accumulés sur un compte épargne-temps ;
- 1.7. l'octroi des autorisations d'absence, à l'exception de celles relatives à l'exercice du droit syndical ;
- 1.8. les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- 1.9. l'exercice d'une activité accessoire dans le cadre d'un cumul d'activité ;
- 1.10. les changements d'affectation n'entraînant pas de changement de résidence administrative ;
- 1.11. l'établissement et la signature des cartes professionnelles, à l'exclusion de celles qui permettent d'exercer des contrôles à l'extérieur du département d'affectation ;
- 1.12. les ordres de missions et autorisations de circuler avec un véhicule personnel des agents placés sous son autorité ;
- 1.13. la fixation du règlement intérieur d'aménagement local du temps de travail et de l'organisation ;
- 1.14. la commande des matériels, fournitures, véhicules et prestations ;
- 1.15. la signature des marchés, ordres de service et toutes pièces contractuelles relatives aux travaux d'aménagement et d'entretien des biens immobiliers ;
- 1.16. les arrêtés de composition, les procès-verbaux, les comptes rendus et correspondances pour le comité technique et le comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail de la DDETS ;
- 1.17. les correspondances et décisions relatives à la gestion du comité médical et des commissions de réforme des agents de l'Etat, des collectivités locales, des établissements hospitaliers et des sapeurs-pompiers. (décret n°86-442 du 24 mars 1986), la signature des procès-verbaux des commissions de réforme et du comité médical ;
- 1.18. les arrêtés portant désignation des médecins agréés, des membres du comité médical (décret n° 86-442 du 14 mars 1986), des membres du comité médical pour les praticiens hospitaliers, des membres de la commission de réforme.

2. Dispositions relatives en matière de politiques en faveur de l'inclusion sociale :

- 2.1. le subventionnement au titre de l'Allocation Logement Temporaire (loi 91.1406 du 31.12.1991 décret n°2017-1472 du 13 octobre 2017) ;
- 2.2. les arrêtés portant attribution de la médaille de la famille (article D.215-7 et D.215-13 du code de l'action sociale et des familles) ;
- 2.3. les correspondances et procès-verbaux établis en application des articles D 313-13 et D 313-14 du code de l'action sociale et des familles, relatifs aux modalités de mise en œuvre de la visite de conformité mentionnée à l'article L313-6 du code de l'action sociale et des familles ;
- 2.4. la présentation devant les juridictions autres que les tribunaux administratifs, les cours administratives d'appel et le Conseil d'État, sous couvert du Préfet, de la défense de l'État pour le compte du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité et du ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées ;
- 2.5. le contrôle de légalité des actes des établissements sociaux ;
- 2.6. l'admission dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;
- 2.7. la dotation globale de fonctionnement des CHRS ;

3. Dispositions relatives en matière de politiques en faveur des familles vulnérables :

- 3.1. l'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat (article L.224-1 du code de l'action sociale et des familles) ;
- 3.2. l'établissement des actes d'administration des deniers pupillaires (article L.224-9 du code de l'action sociale et des familles) ;
- 3.3. l'imputation à la charge de l'Etat des dépenses afférentes aux personnes sans domicile de secours (article L121-7 du code de l'action sociale et des familles) ;
- 3.4. les propositions d'admission au bénéfice d'une forme d'aide sociale servie par l'Etat (articles 131.2 et L345-1 du code de l'action sociale et des familles - décret n°2007-198 du 13 février 2007) ;
- 3.5. les recours devant les juridictions d'aide sociale (article 132.8 du code de l'action sociale et des familles).

4. Dispositions relatives en matière de politiques en faveur de l'accueil et de l'intégration :

- 4.1. la notification des décisions d'autorisation budgétaire et de tarification aux établissements hébergeant des demandeurs d'asile ;
- 4.2. l'approbation des comptes administratifs et affectation des résultats ;
- 4.3. les courriers liés au recensement des places de CADA disponibles dans l'Aisne et dans les autres départements de la région et invitation à se présenter au gestionnaire d'un CADA ;
- 4.4. les mises en demeure de quitter les lieux d'hébergement dans le cadre du droit d'asile, de la procédure d'accès et des conditions d'accueil des demandeurs d'asile, conformément à l'article R744-12 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

5. Dispositions relatives en matière de politiques de logement social :

- 5.1. les actes relatifs à la gestion courante du contingent préfectoral (code de la construction et de l'habitation, articles L 441-1 et R 441-5) ;
- 5.2. les actes relatifs à la gestion courante des engagements des bailleurs inscrits dans le cadre de l'accord collectif départemental (code de la construction et de l'habitation, article L 441-1-2) ;
- 5.3. les actes relatifs à la mise en œuvre des dispositions relatives à la mise en œuvre du droit au logement opposable (code de la construction et de l'habitation, articles L.441-2-3 à L. 441-2-3.2 et R.441-13 à R.441-18-5) ;
- 5.4. les actes relatifs à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan départemental d'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées ;
- 5.5. les décisions prises par la commission logement dans le cadre du plan départemental d'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées ;
- 5.6. les actes liés à la prévention des expulsions locatives, notamment dans le cadre du fonctionnement de la commission départementale de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX).

6. Dispositions relatives en matière de politiques de la ville et d'insertion sociale :

- 6.1. les accusés de réception reconnaissant le caractère complet d'un dossier de demande de subvention de fonctionnement ;
- 6.2. les notifications de décisions financières aux opérateurs de la politique de la ville.

7. Dispositions relatives en matière de politiques des droits des femmes et d'égalité entre les femmes et les hommes

- 7.1. les documents et correspondances liés à l'activité de la commission d'action contre les violences à l'égard des femmes ;

- 7.2. l'avis sur la demande d'agrément du centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF) ;
- 7.3. les avis sur les demandes d'agrément des Etablissements d'Information, de Consultation ou de Conseil de Familles (EICCF) ;
- 7.4. les avis sur les demandes d'agrément des associations dans le cadre du parcours de sortie de la population et de la traite des êtres humains.

8. Dispositions relatives en matière d'inspection, contrôle et évaluation de structures :

- 8.1. les documents, actes et correspondances relatifs à l'inspection, le contrôle et l'évaluation de la politique de la ville ;
- 8.2. l'exercice des missions de contrôle et d'inspection et pouvoir d'injonctions (article L 313-13 et suivants du CASF) ;
- 8.3. l'exercice des missions de tutelle et de contrôle : inspection-contrôle et pouvoir d'injonctions (article L 313-13 et suivants du CASF).

9. Dispositions relatives en matière de politiques du travail de l'emploi et de la formation professionnelle

9.1. En matière de salaires :

- a) L'établissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux à domicile (Art. L.7422-2 et L.7422-3 et R.7422-1 ; R.7422-2) ;
- b) La fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile (Art. L.7422-6, L.7422-7 et L.7422-11) ;
- c) La fixation de la valeur des avantages et prestations en naturel entrant dans le calcul de l'indemnité de congés payés (Art. L.3141-23) ;
- d) Les décisions en matière de remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission (Art. L.1232-11) .

9.2. En matière d'hébergement du personnel

- a) La délivrance de l'accusé de réception de la déclaration d'un employeur d'affectation d'un local à l'hébergement (Art. 1 loi 73-548 du 27/06/1973).

9.3. En matière de négociation collective

- a) L'appréciation de la qualification des emplois menacés dans le cadre de la négociation triennale (Art. L.2242-15 à L.2242-20 et Art. D.2241-3 et D.2241-4).

9.4. En matière de conflits collectifs

- a) L'engagement des procédures de conciliation ou de médiation au niveau départemental (Art. L.2523-2).

9.5. En matière d'agence de mannequins

- a) L'attribution, le renouvellement, la suspension et le retrait de la licence d'agence de mannequins (Art. L.7123-14 ; Art.R.7123-15, R.7123-17 et R.7123-17-1).

9.6. En matière d'emploi des enfants et jeunes de moins de 18 ans

- a) La délivrance et le retrait des autorisations individuelles d'emploi des enfants dans les spectacles, les professions ambulantes et comme mannequins dans la publicité et la mode (Art. L.7124-1 à L. 7124-3 ; Art R.7124-1à R.7124-5) ;
- b) La délivrance, le renouvellement, la suspension et le retrait de l'agrément de l'agence de mannequins lui permettant d'engager des enfants (Art. L.7124-5) ;

- c) La fixation de la répartition de la rémunération perçue par l'enfant entre ses représentants légaux et le pécule ; autorisation de prélèvement (Art. L.7124-9) ;
- d) La délivrance, le renouvellement, la suspension et le retrait de l'agrément des cafés et brasseries pour employer ou recevoir en stage des jeunes de 16 à 18 ans suivant une formation en alternance (Art. L.4153-6 ; Art. R.4153-8 et R.4153-12 ; Art. L.2336.4 du Code de la santé publique) .

9.7. En matière d'apprentissage et d'alternance

- a) La décision d'opposition à l'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours (Art. L.6223-1 et L.6225-1 à L.6225-3 ; Art. R.6223-16 et Art. R.6225-4 à R. 6225-8) ;
- b) La dérogation au plafond d'apprentis par maître d'apprentissage accordé par la commission départementale de l'emploi et de l'insertion. (Art R512-11 à R5112-18 et Art R6223-6 à R6223-8).

9.8. En matière de placement privé

- a) L'enregistrement de la déclaration préalable d'activité de placement (Art. R.5323-1 et R.5323-6).

9.9. En matière d'emploi

- a) L'aide aux salariés placés en activité partielle (Art.5122-1;L5122-2;L.5122-4) ;
- b) L'activité partielle en cas de réduction d'activité durable (Loi n°2020-734 du 17/06/2020 ; Décret n°2020-926 du 28/07/2020 ; Art.R5122-1 à R5122-26 du code du travail) ;
- c) Les arrêtés fixant la liste des personnes habilitées à venir assister sur sa demande un salarié lors de l'entretien préalable à son licenciement ou lors de l'entretien préalable à la signature d'une rupture conventionnelle (Art. L 1232-7, D. 1232-4 à D.1232-12) ;
- d) L'aide à l'élaboration d'un plan de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (Art. L.5122-3 ; Art. R.5122-1 à R.5122-29) ;
- e) Les aides aux actions de reclassement de reconversion professionnelle (Art. L. 5123-1 à L. 5123-9) ;
- f) L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (Art. L.5141-2 à L.5141-6 ; Art. R.5141-1 à R.5141-3) ;
- g) Les diagnostics locaux d'accompagnement (Circulaires DGEFP n°2002-53 du 10/12/2002 et n°2003-04 du 04/03/2003) ;
- h) Le dispositif garantie jeunes (L.5134-110 et suivants ; R5134-161 et suivant ; Art. L5131-6 à L5131-7 ; Art. R5131-16 et suivants) ;
- i) L'attribution, l'extension, le renouvellement et le retrait d'agrément d'une association ou d'une entreprise de services à la personne et courriers relatifs aux services à la personne (Art. L.7232-1, L.7232-1-1, L.7232-1-2, L.7232-5 R.7232-1) ;
- j) Toutes décisions relatives aux conventions de promotion de l'emploi incluant les accompagnements des contrats en alternance par les GEIQ (Art. D.6325-24 ; circulaire n°97/08 du 25/04/1997 et instruction n° DGEFP/SDPAE/MIE/2016/214 du 29 juin 2016) ;
- k) Toutes décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique et toutes décisions relatives au fonds départemental d'insertion (Art. L.5132-2 et L.5132-4 ; [Art. R.5132-44 et L.5132-45 ; R.5132-46) ;
- l) L'attribution, l'extension, le renouvellement et le retrait des agréments "entreprise solidaire d'utilité sociale" et courriers relatifs aux entreprises solidaires d'utilité sociale (Art. L.3332-17-1 et R.3332-21-3) ;
- m) Les actes afférents au secrétariat de la commission départementale de l'emploi et de l'insertion et à celui des sous-commissions ou commissions restreintes correspondantes (Décret n°2006-665 du 07/06/2006 ; R5112-11 du code du travail) ;

- n) L'agrément des comités de bassin d'emploi (Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire ; Décret n°2002-790 du 3 mai 2002 relatif aux comités de bassin d'emploi et au comité de liaison des comités de bassin d'emploi) ;
- o) La demande d'informations concernant les dispositifs d'aide à l'emploi (Décret n° 2009-1696 du 29/12/2009 relatif aux demandes d'informations concernant certains dispositifs d'aide à l'emploi) ;

9.10. En matière de réduction, de suspension ou de suppression du revenu de remplacement

- a) Les recours administratifs et juridictionnels formés à l'encontre des décisions de suppression du revenu de remplacement et de pénalité administrative antérieures au 1er janvier 2019. (Décret n°2018-1335 du 28 décembre 2018 relatif aux droits et aux obligations des demandeurs d'emploi et au transfert du suivi de la recherche d'emploi).

9.11. En matière de formation professionnelle

- a) La rémunération des stagiaires et l'abandon de stage agréé par l'État (Art R.6341-48, R.6341-44, R.6341-48).

9.12. En matière d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés

- a) L'agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés (Art R.5212-15, R.5212-17).

9.13. En matière de travailleurs handicapés

- a) La subvention d'installation d'un travailleur handicapé pour l'exercice d'une fonction indépendante (Art. R.5213-52 ; Art. D.5213-54 à D.5213-61) ;
- b) Les aides financières en faveur de l'insertion en milieu ordinaire de travail des travailleurs handicapés (Art. L.5213-10 Art. R.5213-33 à R.5213-38) ;
- c) Les aides au poste attribuées aux entreprises adaptées (Art L5213-19 ; Art. R5213-76 d)

Article 2 :

En matière de compétences mutualisées en interdépartemental, délégation de signature est donnée à Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord, à effet de signer tous les décisions et documents dans les domaines d'activités ci-après :

1.1. En matière d'emploi

- a) L'agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière et de Production (SCOP) (Loi n°47.1775 du 10/09/1947 ; Loi n°78.763 du 19/07/1978 ; Loi n°92.643 du 13/07/1992 ; Décret n°87.276 du 16/04/1987 ; Décret n°93.455 du 23/03/1993 ; Décret n°93.1231 du 10/11/1993) ;

Article 3 :

En matière de compétences mutualisées en interdépartemental, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie CHOMETTE, directrice départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Pas-de-Calais, à effet de signer tous les décisions et documents dans les domaines d'activités ci-après :

1.1. En matière de conseillers du salarié

- a) Le remboursement des frais des conseillers des salariés (Art L1232-10 et L1232-11 et Art D1232-7 à D1232-9)

Article 4 :

En matière de compétences mutualisées en interdépartemental, délégation de signature est donnée à Monsieur Daniel RAMELET, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de la Somme, à effet de signer tous les décisions et documents dans les domaines d'activités ci-après :

1.1. En matière d'apprentissage et d'alternance

- a) L'enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial (Art. L6227-11) ;

Article 5 :

Sont toutefois exclus de la présente délégation de signature :

En tous domaines :

- les actes à portée réglementaire,
- toute décision de fermeture d'un établissement accueillant du public,
- tout acte de procédure privatif d'une liberté individuelle,
- les mémoires introductifs d'instances et les mémoires en réponse,
- les mémoires en justice, en particulier, les saisines du tribunal administratif et de la chambre régionale des comptes, ainsi que des juridictions compétentes en matière d'action sociale et des familles,
- les correspondances adressées aux membres du gouvernement et à leurs cabinets, aux agences nationales sauf en ce qui concerne des données factuelles, documentaires, informatives ou statistiques,
- les correspondances échangées avec les parlementaires, les présidents des Conseils régional et départemental, les conseillers régionaux et départementaux et les préfets en exercice,
- les correspondances portant sur des questions de principe, adressées aux maires et présidents d'EPCI (circulaires,...),
- les conventions liant l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics,
- les décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation),
- les décisions ou arrêtés préfectoraux relatifs à la constitution et à la composition des comités, commissions (et missions d'enquête) prévues par la réglementation relative au champ de compétence de la direction départementale de la cohésion sociale et institués par des textes législatifs ou réglementaires,
- les arrêtés de portée générale et/ou départementale au sens de l'article 53 du décret du 29 avril 2004 susvisé.
- les arrêtés d'ouverture d'enquête publique et de tous les arrêtés subséquents,
- les réponses aux recours gracieux dans le cadre du contrôle de légalité,

Pour les établissements et services sociaux :

- les autorisations de création ou d'extension des établissements et services sociaux relevant de la compétence du Préfet ;
- les décisions de fermeture des établissements sociaux relevant de la compétence du préfet (article 210 du code de l'action sociale et de la famille).

Article 6 :

M. Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, est autorisé à présenter, devant les juridictions administratives et judiciaires, les observations orales de l'État et à l'appui des conclusions écrites par le représentant de l'État.

Article 7 :

M. Bertrand VANDEMOORTELE, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Aisne, peut subdéléguer sa signature à des agents placés sous son autorité. Cette dernière fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

En matière de compétences mutualisées en interdépartemental, M. Emmanuel RICHARD, Mme Nathalie CHOMETTE et M. Daniel RAMELET, directeurs départementaux de l'emploi, du travail et des solidarités, peuvent subdéléguer leur signature à des agents placés sous leur autorité. Une copie de ces subdélégations sera transmise au préfet de région aux fins de publication au RAA de la préfecture de région Hauts-de-France.

Article 8 : Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2021.

Article 9 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, les directeurs départementaux de l'emploi, du travail et des solidarités des départements de l'Aisne, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Hauts-de-France.

Fait à Laon, le - 1 AVR. 2021

Le Préfet de l'Aisne


Ziad KHOURY

Arrêté DREETS HAUTS-DE-FRANCE N °2021-C-SA-01

portant délégation de signature et désignation de représentants habilités à prononcer les sanctions administratives prévues par le titre IV du livre IV du code de commerce et la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesures et portant délégation de signature pour prononcer les sanctions administratives prévues par le code de la consommation

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France

Vu le code de commerce, notamment ses articles L.470-2 et R.470-2 ;

Vu le code de la consommation, notamment ses articles L.522-1 et suivants, ainsi que l'article R.522-1 ;

Vu l'article 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesure ;

Vu le Décret n°2001-387 du 3 mai 2001 modifié, relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur André BOUVET sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 portant nomination sur l'emploi de directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Délégation est donnée à M. Jean-Pierre NELLO et à M. Patrick OLIVIER à l'effet de signer les actes préparatoires et les décisions relatives aux sanctions administratives prévues par l'article L.470-2 du code de commerce et, en cas d'absence ou d'empêchement, à

- M. Jean-Jacques COUSIN, directeur départemental,
- M. Philippe REDONDO, attaché hors classe,
- Mme Véronique VALENTIN-ALEXIS, directrice départementale,

désignés représentants du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

Article 2- Délégation est donnée à M. Jean-Pierre NELLO et à M. Patrick OLIVIER à l'effet de signer les actes préparatoires et les décisions relatives aux amendes administratives prévues par l'article 9 de la loi du 4 juillet 1837 relative aux poids et mesures, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à

- M. Hervé BOEYAERT, ingénieur de l'industrie et des mines,
- M. Xavier DUTHOIT, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines,
- M. Alain HENCELLE, technicien supérieur en chef de l'économie et l'industrie,

désignés représentants du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

Article 3 - Délégation est donnée à M. Jean-Pierre NELLO et à M. Patrick OLIVIER à l'effet de signer les actes préparatoires et les décisions relatives aux sanctions administratives prévues par l'article L.522-1 et suivants du code de la consommation, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à

- M. Jean-Jacques COUSIN, directeur départemental,
- M. Philippe REDONDO, attaché hors classe,
- Mme Véronique VALENTIN-ALEXIS, directrice départementale.

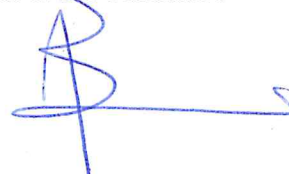
désignés représentants du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

Article 4 -: Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication précisée à l'article 5.

Article 5: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région des Hauts-de-France, ainsi qu'à ceux des Préfectures du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise.

Fait à Lille, le 1^{er} avril 2021

Le directeur régional
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' and 'B' intertwined, followed by a horizontal line extending to the right.

André BOUVET

Arrêté DREETS HAUTS DE FRANCE N °2021-C-TP-01

portant délégation de signature et désignation de représentants pour les transactions prévues par le titre IX du livre IV du code de commerce et par le titre II du livre V du code de la consommation

Le Directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
des Hauts-de-France

Vu le code de commerce, notamment ses articles L.490-5 et R.490-8 ;

Vu le code de la consommation, notamment ses articles L.523-1 et R.523-1 ;

Vu le décret n°2001-387 du 3 mai 2001 modifié, relatif au contrôle des instruments de mesure ;

Vu le décret n° 2020-1545 du 9 décembre 2020 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, des directions départementales de l'emploi, du travail et des solidarités et des directions départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur André BOUVET sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre NELLO sur l'emploi de directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Délégation est donnée à M. Jean-Pierre NELLO et à M. Patrick OLIVIER à l'effet de signer les actes préparatoires et les décisions relatives aux transactions prévues par l'article L.490-5 du code de commerce et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à :

- M. Jean-Jacques COUSIN, directeur départemental,
- M. Philippe REDONDO, attaché hors classe,
- Mme Véronique VALENTIN-ALEXIS, directrice départementale

désignés représentants du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

Article 2 - : Délégation est donnée à M. Jean-Pierre NELLO et à M. Patrick OLIVIER à l'effet de signer les actes préparatoires et les décisions relatives aux sanctions administratives prononcées sur la base de l'article L.523-1 du code de la consommation, et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, à

- M. Jean-Jacques COUSIN, directeur départemental,
- M. Philippe REDONDO, attaché hors classe,
- Mme Véronique VALENTIN-ALEXIS, directrice départementale.

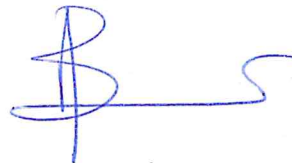
désignés représentants du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

Article 3 -. Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication précisée à l'article 4.

Article 4 - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région des Hauts-de-France, ainsi qu'à ceux des Préfectures du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Aisne et de l'Oise.

Fait à Lille, le 1^{er} avril 2021

Le directeur régional
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités



André BOUVET



**MINISTÈRE
DU TRAVAIL,
DE L'EMPLOI
ET DE L'INSERTION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du
travail et des solidarités Hauts-de-France**

Arrêté DREETS HAUTS-DE-FRANCE n° 2021-PSE-RCC-TP-01

portant délégation de signature de Monsieur André BOUVET, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France, dans le cadre de compétences propres déterminées par des dispositions spécifiques du code du travail aux chefs de pôle de la direction de régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France.

Le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail, et des solidarités des Hauts-de-France;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 1233-57 à L. 1233-57-8 et L1237-17 et L1237-19 et suivants ;

Vu la Loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral ;

Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2013-1172 du 18 décembre 2013 portant délégation de signature ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté du 25 mars 2021 portant nomination de Monsieur André BOUVET sur l'emploi de directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 portant nomination de Monsieur Christophe COUDERT sur l'emploi de directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, chargé des fonctions de responsable du pôle « entreprise, emploi, compétences » ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 portant nomination de Monsieur Jean-Pierre NELLO sur l'emploi directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, chargé des fonctions de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » ;

Vu l'arrêté du 29 mars 2021 portant nomination de Madame Brigitte KARSENTI sur l'emploi de directeur régional adjoint de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités, chargé des fonctions de responsable du pôle « politique du travail » ;

ARRÊTE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Christophe COUDERT, chef de pôle Entreprise, emploi, compétences, et à Madame Brigitte KARSENTI, chef du pôle Politique du travail, pour :

1°/ tous les actes, avis, observations, propositions, relatifs à des procédures de licenciement collectif pour motif économique concernant des entreprises non soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi,

2°/ tous les actes, avis, observations, propositions, préparatoires aux décisions en matière de validation ou d'homologation des plans de sauvegarde de l'emploi,

3°/ les décisions en matière de contestation relative à l'expertise, dans les entreprises d'au moins cinquante salariés, lorsque le projet de licenciement concerne au moins dix salariés dans une même période de trente jours (articles L1233-34 à L1233-35-1 du code du travail),

4°/ les décisions en matière d'injonction et les décisions en matière de validation et d'homologation des plans de sauvegarde de l'emploi (articles L. 1233-57-1 à L. 1233-57-8 du code du travail),

5°/ tous les actes, avis, observations, propositions, préparatoires aux décisions de validation des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective,

6°/ les décisions de validation des accords collectifs portant rupture conventionnelle collective ainsi que leurs notifications, telles que mentionnées aux articles L1237-17 et L1237-19 et suivants du code du travail.

Article 2 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Christophe COUDERT, chef de pôle Entreprise, emploi, compétences, et à Madame Brigitte KARSENTI, chef du pôle Politique du travail, pour :

1°/ l'habilitation du jury du titre professionnel et des certificats complémentaires de spécialisation conformément à l'article R338-6 du code de l'éducation et à l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi ;

2°/ conformément aux articles R335-7 et R338-7 du code de l'éducation, à l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi et à l'arrêté du 21 juillet 2016 portant règlement général des sessions d'examen pour l'obtention du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi, les actes relatifs à :

- la recevabilité des demandes des candidats inscrits dans un parcours de validation des acquis de l'expérience,
- la validation du procès-verbal de session d'examen,
- l'annulation de la session d'examen,
- l'autorisation de tenir une nouvelle session d'examen,
- la délivrance du titre professionnel, des certificats de compétences professionnelles qui le composent et des certificats complémentaires qui s'y rapportent,
- la notification des décisions d'équivalence entraînant, s'il y a lieu, la délivrance d'un titre professionnel ou d'un livret de certification,
- la notification des résultats aux candidats n'ayant validé ni le titre professionnel ou le certificat complémentaire de spécialisation, ni un certificat de compétences professionnelles,
- les réponses aux recours gracieux,
- le prononcé et la notification des sanctions à l'encontre des auteurs de fraudes et tentatives de fraudes commises à l'occasion des sessions d'examen conduisant à un titre professionnel, à un certificat complémentaire de spécialisation ou un certificat de compétences professionnelles.

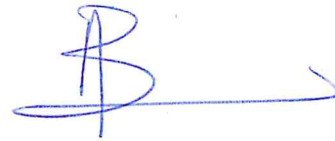
Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs André BOUVET et Christophe COUDERT ainsi que de Madame Brigitte KARSENTI, délégation de signature, est donnée à Monsieur Jean-Pierre NELLO, chef du pôle concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie, à effet de signer au nom du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Hauts-de-France les actes mentionnés à l'article 1 et 2.

Article 4 : Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement à compter de sa publication précisée à l'article 5.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture des Hauts-de-France et des Préfectures de l'Aisne, du Nord, de l'Oise, du Pas-de-Calais et de la Somme.

Fait à Lille, le 2 avril 2021

Le directeur régional
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized capital letter 'B' followed by a horizontal line that ends in a small hook.

André BOUVET



PRÉFET DE L' AISNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté n°IC-2021- 057 autorisant la société
ROCKWOOL à exploiter une usine de laine de roche
sur le territoire des communes de PLOISY et
COURMELLES

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision n° 2012/134/UE d'exécution du 28/02/12 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la fabrication du verre, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.511-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées ;

Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12-03-2003 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

Vu l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie ;

Vu la concertation préalable menée entre le 2 janvier 2019 et le 8 février 2019 ;

Vu la demande présentée le 30 septembre 2019 complétée le 5 mars 2020 par la société ROCKWOOL FRANCE dont le siège social est situé au 111 rue du Château des Rentiers 75 013 PARIS, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de fabrication de laine de roche sur les communes de Courmelles et Ploisy ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 9 décembre 2019 actualisé le 3 juin 2020 ;

Vu la décision en date du 15 juillet 2020 du président du tribunal administratif d'Amiens portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 18 septembre 2020 ordonnant l'organisation d'une enquête publique du 14 octobre au 12 novembre 2020 inclus sur le territoire des communes de Courmelles, Ploisy, Belleu, Berzy le Sec,

Chaudun, Dommiers, Mercin et Vaux, Missy aux Bois, Noyant et Aconin, Saconin et Breuil, Soissons et Vauxbuin ;

Vu la décision du 10 novembre 2020 de prolonger l'enquête publique jusqu'au 27 novembre 2020 ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 26 septembre 2020 et 16 octobre 2020 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de VILLENEUVE SAINT-GERMAIN, NOYANT ET ACONIN, MISSY AUX BOIS, SOISSONS, VAUXBUIN, COURMELLES, PLOISY, CHAUDUN, SACONIN ET BREUIL et MERCIN ET VAUX ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R181-32 du code de l'environnement ;

Vu le rapport et les propositions en date du 25 février 2021 de l'inspection des installations classées

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur par courrier en date du 22 mars 2021 ;

Vu l'avis en date du 23 mars 2021 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu les observations du pétitionnaire sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la société ROCKWOOL FRANCE prévoit la création d'une installation de fabrication de laine de roche sur les communes de COURMELLES et PLOISY ;

CONSIDÉRANT que les activités prévues par la société ROCKWOOL France sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation préfectorale au titre des rubriques n° 3340 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté sont de nature à permettre l'exercice des activités projetées par la société ROCKWOOL en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDÉRANT la mise en œuvre de la séquence Éviter, Réduire et Compenser (ERC) dans l'étude d'impact ;

CONSIDÉRANT la localisation du site au sein du parc d'activités du Plateau, destiné à accueillir des activités industrielles ;

CONSIDÉRANT l'éloignement des installations projetées par rapport aux habitations ;

CONSIDÉRANT que la majeure partie du terrain d'emprise du projet est composée de friche prairiale dont l'état dégradé lui confère un intérêt écologique faible ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers ne met pas en exergue d'accident susceptible d'affecter des enjeux extérieurs au site ;

CONSIDÉRANT que les valeurs limites fixées dans le présent arrêté n'excèdent pas les niveaux d'émissions figurant dans la décision n° 2012/134/UE d'exécution du 28/02/12 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la fabrication du verre, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles ;

CONSIDÉRANT que le projet respecte le plan de servitudes aéronautiques de l'aérodrome de SOISSONS COURMELLES ;

CONSIDÉRANT que l'étude d'impact ne met pas en évidence de risque sanitaire pour les populations résidant et travaillant autour de l'usine ;

CONSIDÉRANT qu'une autosurveillance des émissions atmosphériques et une surveillance environnementale sont stipulées dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des incidences du projet vis-à-vis de la faune et la flore sont prescrites dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT les mesures prévues en faveur de la faune, en particulier de l'avifaune nicheuse, telles que la création d'espaces prairiaux au droit du site ;

CONSIDÉRANT que la création d'espaces prairiaux et la gestion extensive des espaces verts au droit du terrain occupé principalement par une friche prairiale dégradée garantit l'absence de perte nette de biodiversité ;

CONSIDÉRANT la préservation des haies périphériques ;

CONSIDÉRANT les conditions de remise en état après exploitation ;

CONSIDÉRANT que dès lors, les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R 181-18 et R 181-32, des observations lors de l'enquête publiques et celles des services déconcentrés de l'état ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation des risques d'accident ou de pollution de toute nature édictées par l'arrêté ne sont pas incompatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE :

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société ROCKWOOL FRANCE dont le siège social est situé au 111 rue du Château des Rentiers 75013 PARIS, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Courmelles et Ploisy, Rue Jean-Baptiste Godin ZAC du Plateau Courmelles (02 100), les installations détaillées dans les articles suivants.

La présente autorisation unique tient lieu :

- d'autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre en application de l'article L. 229-6.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Sans objet.

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES À DÉCLARATION OU SOUMISES A ENREGISTREMENT

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

ARTICLE 1.1.4. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS

Sans objet.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
3340	Fusion de matières minérales, y compris production de fibres minérales, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	Ligne de production de laine de roche 400 t/j	A
2791.1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant :	Broyage de déchets externes avant envoi dans le four de fusion Cet équipement est identique à celui utilisé pour le traitement des résidus de fabrication. La quantité de déchets traités est de 40 t/j	A
2910.A2	Combustion ... A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :	Brûleurs de chauffe du four de polymérisation ; 3,4 MW <i>Nota : Les unités de post-combustion associées aux fours de fusion et de polymérisation sont des dispositifs de traitement des fumées. A ce titre, elles n'entrent pas dans le champ d'application de la rubrique n° 2910</i>	DC
	2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
1185.2 a)	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Équipements de climatisation des bureaux : 300 kg	DC
4510.2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	Hydroxyde d'ammonium (31,75 t)	DC
4719.2	<p>Acétylène (numéro CAS 74-86-2).</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t</p>	Acétylène pour les opérations de soudage (600 kg)	D
1414.3	<p>Installations de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés</p> <p>3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauge et soupapes)</p>	Distribution de GPL pour les chariots de manutention	DC

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (déclaration avec contrôle périodique) ou NC (Non Classé)

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique n° 3340 relative à la fusion de matière minérale. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles figurant dans la décision d'exécution de la commission du 28 février 2012 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour la fabrication du verre, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale.

L'établissement n'est ni seuil haut, ni seuil bas, tant par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement, que par règle de cumul en application du point II de ce même article.

LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE IOTA

Sans objet.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Parcelle	Surface (m ²)
Courmelles	ZA	32	128 438
	A	459	241 739
Ploisy	ZA	45	23 087

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Sans objet.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprend une unité de production de laine de roche avec un fonctionnement à feu continu 24 h sur 24. La production annuelle maximale prévue est de 115 000 tonnes en comptant une durée de fonctionnement annuelle de 8400 heures.

L'établissement s'organise autour des bâtiments principaux suivants :

Bâtiment 250	Stockages des matières premières chimiques en réservoirs aériens dont 200 m ³ de résines, 35 m ³ de solution ammoniacuée et 30 m ³ d'huile d'imprégnation.
Bâtiment 210	Déchargement et stockage des matières premières minérales (granulats de roche, laitier et déchets de production) en cases Trémies
Bâtiment 240	Conditionnement et préparation des déchets / résidus de fabrication Broyage
Bâtiment 305 / 310	Traitement des fumées issues du four de fusion
Bâtiment 300 puis bâtiment 400	1 four acier de fusion (à électrodes en graphite) Formage du matelas de fibre (Fibrage, application du liant et des additifs) Polymérisation du liant (Tunnel de durcissement) Refroidissement du matelas de fibre
Bâtiment 500	Découpes et conditionnements des matelas de laine de roches Stockage de palettes
Bâtiment 135	Utilités et défense incendie

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités suivantes, en vertu de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement :

3340	Ligne de production de laine de roche 400 t/j
2791.1	Broyage de déchets externes avant envoi dans le four de fusion

ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant total des garanties à constituer est de 179 677,75 euros.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 base 2010 de 109,2 (Octobre 2020) et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé :

- sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 5.1.3 du présent arrêté ;
- sur une quantité maximale de produits dangereux pouvant être entreposés sur le site, définie ci-dessous :
 - Liant (Résine phénolique) : 150 m³
 - Solution ammoniacquée : 25 m³
 - Huile d'imprégnation : 30 m³

ARTICLE 1.5.3. ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant la mise en service des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 base 2010.

ARTICLE 1.5.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 base 2010 utilisée.

ARTICLE 1.5.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

ARTICLE 1.5.6. MODIFICATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;

- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉS

ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

En application des articles L.181-14 et R.181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté. Le silence gardé sur cette demande pendant plus de deux mois à compter de l'accusé de réception délivré par le préfet vaut décision implicite de rejet.

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

Toute autre modification notable apportée au projet doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation dans les formes prévues à l'article R.181-45.

ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.6.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

En application des articles L 181-15 et R 181-47 du code de l'environnement, le transfert de l'autorisation est soumis à autorisation.

En vertu de l'article R 516-1 du code de l'environnement, le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.6.6. CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

La notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

ARTICLE 1.7.1. RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Textes
23/01/97	Arrêté ministériel relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
10/03/97	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719
12/03/03	Arrêté ministériel relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale
29/07/05	Arrêté ministériel modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005
29/09/05	Arrêté ministériel relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
31/01/08	Arrêté ministériel modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
11/03/10	Arrêté ministériel portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
30/08/10	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3
04/10/10	Arrêté ministériel modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
27/10/11	Arrêté ministériel portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
29/02/12	Arrêté ministériel modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
31/05/12	Arrêté ministériel fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
04/08/14	Arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185

ARTICLE 1.7.2. RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2. IMPACTS SUR LE MILIEU NATUREL : MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS

Les mesures d'évitement (ME), de réduction (MR) et de compensation (MC) sont mises en œuvre dans les conditions prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale (et détaillées en particulier dans l'étude « Bio évaluation Faune, Flore, Milieux naturels pour l'aménagement d'une friche industrielle sur la commune de COURMELLES » de décembre 2019).

Les dispositions suivantes sont notamment mises en œuvre :

- ME3 : L'usage de phytosanitaires est interdit lors de l'entretien des espaces verts, afin de préserver la diversité floristique et faunistique du périmètre rapproché
- MR3 : L'éclairage extérieur du site est conçu de façon à préserver la faune nocturne. Un éclairage employant la technologie LED, de type « indirect » est mis en place sur le site.
- MR7 : Un plan de lutte contre les espèces floristiques exotiques envahissantes et un plan de veille vis-à-vis de leur propagation est mis en place. Ce plan est mis en œuvre dès la phase travaux. Il est réalisé par le personnel chargé de l'entretien des espaces verts, compétent à l'identification des espèces invasives présentes sur le site et espèces les plus fréquemment rencontrées ainsi qu'à leurs méthodes d'éradication et de régulation.
- MR8 : Les espaces verts sont entretenus de manière extensive, afin de créer des milieux ouverts de type prairiaux. Le semis n'est pas recommandé dans ces secteurs, s'il est rendu nécessaire au droit de zones mises à nu durant les travaux, la liste des espèces pouvant être utilisée figure dans l'étude citée au premier alinéa. L'entretien est réalisé par fauche tardive exportatrice (septembre - octobre). La plantation d'arbres et d'arbustes est limitée aux espèces indigènes favorables à une plantation paysagère.
- Le terrain d'emprise du projet est bordé sur son pourtour d'une haie d'essences indigènes. Cette haie est préservée.

- MR9 : Les bassins d'eaux pluviales sont rendus non propices à l'implantation de la petite faune (absence de plantation aux abords immédiats). Ils sont par ailleurs dotés d'échappatoires pour la petite faune (A minima 1 par

bassin). Les rampes sont réalisées en géogrille ou géospaceurs. Elles sont positionnées sur la paroi des bassins, la pente est inférieure à 45 °. L'extrémité inférieure est lestée.

- MC 1 : Les merlons créés sur le site (selon les modalités définies dans l'étude citée à l'alinéa premier du présent article) sont végétalisés et gérés de manière extensive dans le but de créer des habitats favorables au Tarier pâtre et à d'autres espèces typiques de ces milieux. Les deux merlons occupent une surface cumulée de 3,8 ha et sont principalement situés à l'extrémité EST du site.

La terre végétale issue des opérations de décapage est réutilisée au sommet des merlons créés (afin de conserver la banque de graines présentes dans le sol). Si le semis est rendu nécessaire, seules des espèces indigènes à la région Picardie peuvent être utilisées. Des arbustes sont plantés afin de favoriser une recolonisation rapide. Seules des espèces indigènes peuvent être utilisées.

La végétation arbustive présente au maximum un recouvrement de 25 %.

Les autres mesures sont en lien direct avec la phase chantier et apparaissent au chapitre 9.1 du présent arrêté :

- MR1 : Travaux réalisés en dehors de la période de sensibilité, afin d'éviter et de réduire la destruction d'individus et les dérangements sonores et visuels de la faune fréquentant les milieux naturels situés sur et en bordure du projet. (cf article 9.1.3).

- ME2 : Préservation absolue des terrains situés en dehors de l'emprise du projet et des zones à imperméabiliser (cf article 9.1.1).

- MR2 : Travaux réalisés de jour afin de ne pas interférer avec les espèces aux mœurs nocturnes ou crépusculaires. Éclairage, circulation et travaux nocturnes proscrits (cf article 9.1.1).

Un suivi des mesures d'évitement, de réduction et de compensation est réalisé durant 30 ans :

- tous les ans durant les 5 premières années ;
- puis tous les 5 ans à partir de la 5^{ème} année.

Ce suivi vise à vérifier l'efficacité des mesures prévues et ajuster le cas échéant les mesures écologiques en fonction des observations de terrain.

Ce suivi est réalisé par un écologue. Un protocole est formalisé afin de standardiser le suivi. Chaque intervention donne lieu à un rapport. Les rapports sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.1.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation et des procédés mis en œuvre.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

ARTICLE 2.3.2. ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

Le terrain d'emprise du projet est bordé sur son pourtour d'une haie d'essence indigènes (masque visuel).

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1. DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,

- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles; en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites

Les unités de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant si besoin les fabrications concernées.

La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.

Ces dépassements de valeurs limites doivent faire l'objet de déclarations prévues à l'article R 512-69 du code de l'environnement. L'exploitant réalise une évaluation des polluants rejetés durant ces périodes d'indisponibilité.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs...

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Des dispositifs visibles de jour comme de nuit indiquant la direction du vent sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre des substances dangereuses en cas de fonctionnement anormal.

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

L'établissement n'est pas générateur de nuisances olfactives.

Les gaz odorants sont canalisés et assainis avant rejet, afin de respecter les valeurs limites fixées au présent titre.

En cas de besoin identifié, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'établissement afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1, ou toute autre norme européenne ou internationale équivalente en vigueur à la date d'application du présent arrêté, sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les points de mesure et de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures en continu prescrites au titre 10 du présent arrêté.

Les lignes d'échantillonnage entre les points de prélèvement et les points de mesure sont correctement entretenus et nettoyés pour assurer la qualité de la mesure.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES / CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Débit nominal en Nm ³ /h au taux d'O ₂ de référence (Cf article 3.2.3)	Vitesse minimale d'éjection en m/s
L 4.1	Four de fusion (électrique)	35	25000	13

	<u>Traitement</u> : Cyclone, Refroidissement, Post-combustion puis filtre à manches Injection de réactifs en amont du filtre (Désulfuration)			
L 4.2	Chambre de fibrage (Formage) <u>Traitement</u> : Filtre en panneaux laine de roche	47	400000	13
L 4.3	Four de réticulation <u>Traitement</u> : Post-combustion puis Filtre en panneaux laine de roche	30	40000	13*
L 4.4	Zone de refroidissement du matelas de laine de roche <u>Traitement</u> : Filtre en panneaux laine de roche	30	80000	13*
L 4.5	Ensemble des installations émettrices de poussières (découpe de laine minérale, broyage de résidus de fabrication /déchets,...) <u>Traitement</u> : Filtre à manches	20	60000	13
L4.6	Toutes émissions de poussières liées au déchargement, stockage et à la manutention des matières premières minérales (Bâtiment 210 mis sous dépression par rapport à l'extérieur) <u>Traitement</u> : Filtre à manches	21	21000	13

* cheminée multi-conduits

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.3. VALEURS LIMITES APPLICABLES AUX REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ précisée dans les tableaux ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètres	Conduit n° L 4.1			Conduit n° L 4.2		
	Concentration mg/Nm ³ au taux d'O ₂ de référence	Flux		Concentration mg/Nm ³ au taux d'O ₂ de référence	Flux	
		kg/h	T/an		kg/h	T/an
O ₂ de référence	(*)			-		
Poussières	10	0,25	2,1	40	16	134,4
Sox exprimés en SO ₂	350	8,75	73,5	-	-	-
Nox exprimés en NO ₂	400	10	84	-	-	-
CO	50	1,25	10,5	-	-	-
Chlorure d'hydrogène et autres composés gazeux du chlore exprimés en HCl	20	0,5	4,2	-	-	-
NH ₃	-	-	-	50	20	168
H ₂ S	2	0,05	0,42	-	-	-
fluor et composés inorganiques du fluor exprimés en HF	5	0,13	1,05	-	-	-
Formaldéhyde	-	-	-	5	2	16,8
Phénol	-	-	-	10	4	33,6
COVNM en C	-	-	-	20	8	67,2

Métaux et composés de métaux sous forme gazeuse et particulaire

Cadmium, mercure, thallium et leurs composés, exprimés en Cd + Hg + Tl.	0,05 par métal 0,1 pour la somme des métaux	$1,25 \cdot 10^{-3}$ par métal $2,5 \cdot 10^{-3}$ pour la somme des métaux	$10,5 \cdot 10^{-3}$ par métal $21 \cdot 10^{-3}$ pour la somme des métaux	-	-	-
Arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés exprimés en As + Co + Ni + Se.	0,16	$4 \cdot 10^{-3}$	$34 \cdot 10^{-3}$	-	-	-
Plomb et ses composés exprimés en Pb	0,15	$3,19 \cdot 10^{-3}$	$27 \cdot 10^{-3}$	-	-	-
Arsenic, Cobalt, Nickel, Sélénium, Cadmium, Chrome VI et leurs composés, exprimés en As + Co + Ni + Se+ Cd+ CrVI	0,5 pour la somme des métaux	$125 \cdot 10^{-4}$ pour la somme des métaux	0,11 pour la somme des métaux	-	-	-
Arsenic, Cobalt, Nickel, Sélénium, Cadmium, Antimoine, Plomb, Chrome total, Cuivre Manganèse, Vanadium, Etain et leurs composés, exprimés en As + Co + Ni + Se+ Cd+ Sb + Pb + Cr total + Cu +Mn + V +	1 pour la somme des métaux	$25 \cdot 10^{-3}$ pour la somme des métaux	0,21 pour la somme des métaux	-	-	-

	Sn						
--	----	--	--	--	--	--	--

(*) Teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé définie avant la mise en service de l'installation

Paramètres	Conduit n° L 4.3			Conduit n° L 4.4		
	Concentration mg/Nm ³ au taux d'O ₂ de référence	Flux		Concentration mg/Nm ³ au taux d'O ₂ de référence	Flux	
		kg/h	T/an		kg/h	T/an
O ₂ de référence	(*)			-		
Poussières	30	1,2	10,08	30	2,4	20,16
NOX en NO ₂	200	8	67,2	-	-	-
NH ₃	40	1,6	13,44	50	4	34
Formaldéhyde	4	0,16	1,34	5	0,4	3,36
Phénol	4	0,16	1,34	5	0,4	3,36
COVNM en C	10	0,4	3,36	20	1,6	13,44

(*) Teneur réelle en oxygène des gaz de combustion non dilués par addition d'air non indispensable au procédé définie avant la mise en service de l'installation

Paramètres	Conduit n° L 4.5			Conduit n° L 4.6		
	Concentration mg/Nm ³ au taux d'O ₂ de référence	Flux		Concentration mg/Nm ³ au taux d'O ₂ de référence	Flux	
		kg/h	T/an		kg/h	T/an
O ₂ de référence	-			-		
Poussières	10	0,6	5,04	10	0,2	1,68

Flux spécifiques en kg / tonne de laine produite		
Paramètres	Cheminées	
	L 4.1	L 4.3
Poussières	18,3.10 ⁻³	88.10 ⁻³
SO ₂	0,64	-
NOx ou équivalent NO ₂	735.10 ⁻³	585.10 ⁻³
CO	91,4.10 ⁻³	-
chlorure d'hydrogène et autres composés gazeux du chlore exprimés en HCl	36,6.10 ⁻³	-
NH ₃	-	117.10 ⁻³
H ₂ S	3,7.10 ⁻³	-
fluor et composés inorganiques du fluor exprimés en HF	9,2.10 ⁻³	-

Formaldéhyde	-	11,7.10 ⁻³
Phénol	-	11,7.10 ⁻³
COVNM en C	-	29,3.10 ⁻³
Arsenic, Cobalt, nickel, sélénium, cadmium, chrome VI et leurs composés, exprimés en As + Co + Ni + Se+ Cd+ CrVI	9,57.10 ⁻⁴	-
Arsenic, Cobalt, Nickel, Sélénium, Cadmium, Antimoine, Plomb, Chrome total, Cuivre Manganèse, Vanadium, Etain et leurs composés, exprimés en As + Co + Ni + Se+ Cd+ Sb + Pb + Cr total + Cu +Mn + V + Sn	18,3.10 ⁻⁴	-

Paramètres	Émissions annuelles totales (canalisées et diffuses) en tonnes (Tous rejets confondus)
Poussières	173
Sox exprimés en SO2	74
Nox exprimés en NO2	151
CO	10,5
chlorure d'hydrogène et autres composés gazeux du chlore	4
fluor et composés inorganiques du fluor	1,05
NH3	216
Formaldéhyde	22
Phénol	38
COVNM en C	84
Arsenic, Cobalt, nickel, sélénium, cadmium, chrome VI et leurs composés	0,11
Arsenic, Cobalt, Nickel, Sélénium, Cadmium, Antimoine, Plomb, Chrome total, Cuivre Manganèse, Vanadium, Etain et leurs composés	0,21
Cadmium, mercure, thallium et leurs composés	21.10 ⁻³
Arsenic, cobalt, nickel, sélénium et leurs composés	34.10 ⁻³
Plomb et ses composés	27.10 ⁻³

TITRE 4 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux s'il existe. La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.2.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Débit maximal		Débit moyen	
			Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)	Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)
Réseau public	Station de production de Courmelles	88000	20	480	11	264
Bassins étanches d'eaux pluviales (4700 et 5300 m ³) Bassins en communication Surface imperméabilisée collectée totale : 10,4 ha Ces bassins sont reliés à des unités de traitement (Préfiltration, OI, UF) alimentant l'usine en eau de procédé.						

--	--	--	--	--	--

Le volume annuel total consommé par l'usine provient d'eau de pluie, à hauteur de 50 % au minimum..

ARTICLE 4.2.2. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES OUVRAGES ET INSTALLATIONS DE PRÉLÈVEMENT D'EAUX

Sans objet.

ARTICLE 4.2.3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.2.3.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.2.3.2. Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie ;
- d'exercer une vigilance accrue sur les rejets que l'établissement génère

Si, à quelque échéance que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

L'exploitant doit respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral sécheresse qui lui est applicable dès sa publication.

CHAPITRE 4.3 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.3.2. PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.3.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.3.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.3.4.2. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.4 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.4.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Les eaux résiduaires industrielles ;
- Les eaux usées domestiques ;
- Les eaux pluviales.

ARTICLE 4.4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.4.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

ARTICLE 4.4.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4.4.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux usées industrielles (issues exclusivement du traitement d'eau) : - éluats de régénération des résines échangeuses d'ions - Retentats issus d'osmoseurs et modules d'ultrafiltrations Vidange annuelle de circuits fermés de refroidissement
Débit maximal journalier (m ³ /j)	51
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de la ZAC
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de POMMIERS
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement / Convention
Autres dispositions	Vanne de sectionnement

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	2
Nature des effluents	Eaux usées domestiques
Débit maximal journalier (m ³ /j)	-
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement de la ZAC
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de POMMIERS
Conditions de raccordement	-
Autres dispositions	Vanne de sectionnement

Point de rejet vers le milieu	3
-------------------------------	---

récepteur codifié par le présent arrêté	
Nature des effluents	Eaux pluviales
Débit maximal journalier (m ³ /j)	-
Exutoire du rejet	<p>Les eaux pluviales sont collectées au sein de fossés (décantation préalable).</p> <p>Les fossés débouchent vers deux bassins étanches et obturables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bassin « zone froide » : 4700 m³ (Surface drainée : 7,4 ha) - Bassin « zone chaude » : 5300 m³ (Surface drainée : 3 ha) <p>Les bassins sont reliés entre eux.</p> <p>Les eaux pluviales sont recyclées dans les conditions définies à l'article 4.2.1 du présent arrêté.</p> <p>Les eaux pluviales non recyclées sont rejetées via une unique surverse, depuis le bassin de 4700 m³, dans le réseau de la ZAC, après passage dans un séparateur d'hydrocarbures.</p>
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Le réseau de la ZAC (fossés béton) est raccordé à 7 bassins de régulation étanches dimensionnés selon une pluie de retour vicennale. Les eaux pluviales traitées sont in fine infiltrées dans deux bassins dimensionnés selon la même période de retour. Les ouvrages de la ZAC sont autorisés et réglementés par un arrêté préfectoral du 23-08-2007.
Conditions de raccordement	-
Autres dispositions	Vanne de sectionnement

ARTICLE 4.4.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.4.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet

Article 4.4.6.2. Aménagement

4.4.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.4.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.4.6.3. Équipements

Sans objet.

ARTICLE 4.4.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

ARTICLE 4.4.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNE À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.4.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL OU DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Article 4.4.9.1. Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : n°1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5)

Débit de référence	Rejet n°1
Maximal journalier en m ³ /j	51
Moyen journalier en m ³ /j	44

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n°1	
		Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MES	1305	600	26,4
DCO	1314	2000	88
DBO5	1313	800	35,2
Azote global	1551	150	6,6
Phosphore total	1350	50	2,2
Hydrocarbures totaux	1442	10	0,51
Composés organiques du chlore (AOX ou EOX)	1106	1	0,05

ARTICLE 4.4.1. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 4.4.2. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

ARTICLE 4.4.3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N°3 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5)

Paramètre	Code Sandre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	1305	35
DCO	1314	50
Hydrocarbures totaux	1442	5

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est de 10,4 ha.

TITRE 5 – DÉCHETS PRODUITS

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement. L'exploitant est ainsi tenu :

1° En priorité, de prévenir et de réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, ainsi que de diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et d'améliorer l'efficacité de leur utilisation ;

2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre :

- a) La préparation en vue de la réutilisation ;
- b) Le recyclage ;
- c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) L'élimination.

3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;

4° D'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;

5° De contribuer à la transition vers une économie circulaire ;

6° D'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

ARTICLE 5.1.2. SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 du code de l'environnement. Elles doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations de traitement). Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-128-1 à R543-131 du code de l'environnement relatives à l'élimination des piles et accumulateurs usagés.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions des articles R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations de traitement).

Les déchets d'équipements électriques et électroniques mentionnés et définis aux articles R.543-171-1 et R 543-171-2 sont enlevés et traités selon les dispositions prévues par les articles R 543-195 à R 543-200 du code de l'environnement.

Les transformateurs contenant des PCB sont éliminés, ou décontaminés, par des entreprises agréées, conformément aux articles R 543-17 à R 543-41 du code de l'environnement.

Les biodéchets produits font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation organique, conformément aux articles R541-225 à R541-227 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

La quantité de déchets (et de résidus de fabrication réintroduits dans les procédés), entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

- Poussières issues du four (cendres volantes) : 50 t
- Déchets de cave : 50 t
- Eaux de process : 60 m³
- Déchets de laine cuite : 35 t
- Déchets de laine non cuite : 25 t

ARTICLE 5.1.4. DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5. DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Code des déchets	Nature des déchets
10 11 99	déchets de fer du four
13 02 06*	Huiles synthétiques, lubrifiants
15 01 03	Emballages en bois
20 01 40 17 04 05	Ferrailles, acier
20 01 13*	solvants de nettoyage machines

15 01 01	Emballages en papier, carton
15 01 02	Emballages en plastique

Les résidus (Rebutts de laine de roche, Poussières minérales captées, Matière fondue non fibrée, Déchets de cave : roche fondue issue du four, poussières du four : cendres volantes,...) réintroduits dans les procédés de fabrication ne sont pas des déchets. Ils n'apparaissent donc pas dans le tableau ci-dessus.

Seuls les déchets, dont les quantités estimées dépassent 1 t/an sont repris dans le tableau précédent.

TITRE 6 – SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1. IDENTIFICATION DES PRODUITS

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur, sont tenus à jour dans un registre.

Un plan général des stockages est annexé à l'état des stocks.

Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.

L'exploitant dispose sur le site, avant la réception des substances et produits, de l'ensemble des documents nécessaires à l'identification de la nature et des risques des substances et des produits présents dans les installations, et en particulier :

- les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ou tous autres documents équivalents

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.

ARTICLE 6.1.2. ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis des pictogrammes définis par le règlement susvisé.

ARTICLE 6.1.3. MANIPULATION DES SUBSTANCES ET MÉLANGES DANGEREUX

Les recommandations et les consignes de sécurité édictées par les fiches de données de sécurité sont scrupuleusement respectées par l'exploitant. L'exploitant dispose des produits et matériels cités par ces fiches pour être en mesure de réagir immédiatement en cas d'incident ou d'accident.

La présence de substances et mélanges dangereux ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Le transport des substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Toute opération de manipulation, de transvasement ou de transport de matières dangereuses à l'intérieur de l'établissement s'effectue sous la responsabilité d'une personne désignée par l'exploitant, selon des consignes définies par écrit visant à éviter toute dispersion accidentelle. Des consignes particulières fixent les conditions de manipulation, de chargement, de déchargement et de stockage des matières dangereuses.

CHAPITRE 6.2 SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 6.2.1. SUBSTANCES INTERDITES OU RESTREINTES

L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment:

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012,
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants,
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006,
- qu'il n'utilise pas sans autorisation les substances telles quelles ou contenues dans un mélange listées à l'annexe XIV du règlement n° 1907/2006 lorsque la sunset date est dépassée.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

ARTICLE 6.2.2. SUBSTANCES EXTRÊMEMENT PRÉOCCUPANTES

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6.2.3. SUBSTANCES SOUMISES À AUTORISATION

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de 3 mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit. Le cas échéant, il tiendra également à la disposition de l'inspection tous justificatifs démontrant la couverture de ses fournisseurs par cette autorisation ainsi que les éléments attestant de sa notification auprès de l'agence européenne des produits chimiques.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

ARTICLE 6.2.4. PRODUITS BIOCIDES - SUBSTANCES CANDIDATES À SUBSTITUTION

L'exploitant recense les produits biocides utilisés pour les besoins des procédés industriels et dont les substances actives ont été identifiées, en raison de leurs propriétés de danger, comme « candidates à la substitution », au sens du règlement n°528/2012. Ce recensement est mis à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an.

Pour les substances et produits identifiés, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection son analyse sur les possibilités de substitution de ces substances et les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

ARTICLE 6.2.5. SUBSTANCES À IMPACTS SUR LA COUCHE D'OZONE (ET LE CLIMAT)

L'exploitant informe l'inspection des installations classées s'il dispose d'équipements de réfrigération, climatisations et pompes à chaleur contenant des chlorofluorocarbures et hydrochlorofluorocarbures, tels que définis par le règlement n°1005/2009.

S'il dispose d'équipements de réfrigération, de climatisations et de pompes à chaleur contenant des gaz à effet de serre fluorés, tels que définis par le règlement n°517/2014, et dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500, l'exploitant en tient la liste à la disposition de l'inspection.

TITRE 7 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 7.1.1. AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 7.1.2. VÉHICULES ET ENGIN

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 7.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 7.2.1. VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée correspondent à :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 7.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible (Points n°1, 2, 3 et 4 cf annexe 1)	70 dB(A)	60 dB(A)

ARTICLE 7.2.3. TONALITÉ MARQUÉE

L'établissement ne génère pas de bruit à tonalité marquée.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

ARTICLE 7.3.1. VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

ARTICLE 7.4.1. ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux
- les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant du bâtiment doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne toute la nuit.

TITRE 8 – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 8.1.1. LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense les parties de l'établissement qui, en raison des procédés mis en œuvre, des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions, d'atmosphères nocives, toxiques ou explosives.

L'exploitant détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie, explosion, atmosphères nocives, toxiques ou explosives).

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés et reportées sur un plan général des ateliers et des stockages systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours.

L'accès à ces zones dangereuses est réglementé tant pour les piétons que pour les véhicules. Seuls les véhicules munis d'un « permis d'accès véhicule en zone dangereuse », délivré par l'exploitant selon une procédure prédéfinie peuvent y accéder.

ARTICLE 8.1.2. PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 8.1.3. CONTRÔLE DES ACCÈS

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, mesurée à partir du sol côté extérieur, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher des intrusions. L'exploitant s'assure du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps et réalise les opérations d'entretien des abords régulièrement.

ARTICLE 8.1.4. CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Article 8.1.4.1. Dispositions générales

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

ARTICLE 8.1.5. ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES ET CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 8.2.1. BÂTIMENTS ET LOCAUX

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.

Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.1.1. Dispositions applicables à certains bâtiments

Le bâtiment 300 (hauteur = 31 m) présente une stabilité au feu minimale de une heure (R60) Il est flanqué d'une cage d'escalier dont les parois sont REI 60 à minima.

La cage d'escalier dessert chaque niveau du bâtiment ; les portes d'intercommunication sont à minima EI 60. Un système de désenfumage naturel manuel et automatique y est installé.

Le local renfermant les pompes à incendie est REI 120 (Façades et toit). Les portes sont EI 120.

La salle de commande / contrôle est séparée des autres ateliers par un mur REI 60 à minima.

Article 8.2.1.2. Balisage

La hauteur maximale des constructions du projet est telle que définie dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. En particulier, les dispositions du plan de servitudes aéronautiques de l'aérodrome de Soissons Courmelles sont respectées.

La cheminée associée aux postes de fibrage (Conduit L4.2) constitue l'élément le plus élevé du site. Elle culmine à une hauteur au plus égale à 202 m NGF.

Cette cheminée fait l'objet d'un balisage diurne et nocturne conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23-04-2018 relatif au balisage des obstacles à la navigation aérienne.

Article 8.2.1.3. Éloignement

Les bâtiments industriels sont éloignés des dépôts extérieurs de combustibles (Palettes, carburants, déchets combustibles, GPL..) d'une distance minimale de 10 m. Cette distance est portée à 20 m en ce qui concerne le stockage de gasoil et 60 m pour la cuve de GPL.

ARTICLE 8.2.2. CHAUFFERIE(S)

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur aux bâtiments de stockage ou d'exploitation ou isolé par une paroi de degré REI 120. Toute communication éventuelle entre le local et ces bâtiments se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes EI30, munis d'un ferme-porte, soit par une porte coupe-feu de degré EI120.

À l'extérieur de la chaufferie sont installés :

- une vanne sur la tuyauterie d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;
- un coupe-circuit arrêtant le fonctionnement de la pompe d'alimentation en combustible ;
- un dispositif sonore d'avertissement, en cas de mauvais fonctionnement des brûleurs ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.

ARTICLE 8.2.3. RÈGLES GÉNÉRALES DE CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Les matériaux utilisés dans les équipements sont compatibles avec les produits susceptibles d'être contenus (absence de réaction notamment) et les conditions de fonctionnement (température, pression...).

Toutes dispositions sont prises afin de maintenir les diverses réactions dans leur domaine de sécurité (telles que sécurités sur les conditions de pression ou de température, maintien des réactions en dehors du domaine d'inflammabilité ou d'explosion).

Les technologies de pompes, joints, instruments de mesure sont adaptées aux risques encourus.

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel doivent être implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. Ils doivent être installés de façon redondante et judicieusement répartis.

ARTICLE 8.2.4. TUYAUTERIES

Les tuyauteries, robinetteries et accessoires sont conformes aux normes et codes en vigueur lors de leur fabrication, sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Pour les organes de sectionnement à fermeture manuelle, le sens de fermeture est signalé de manière visible. Une consigne précise que toutes les vannes manuelles se ferment dans le sens horaire, sauf mention contraire affichée sur la vanne.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les tuyauteries de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. Les tuyauteries enterrées sont repérées sur un plan tenu à jour.

Les tuyauteries de vapeur sont protégées contre les surpressions.

Des dispositifs permettent de limiter le risque de coup de bélier dans les tuyauteries.

ARTICLE 8.2.5. MISE EN SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

Les locaux dans lesquels sont présents des personnels devant jouer un rôle dans la prévention des accidents en cas de dysfonctionnement de l'installation (notamment les salles de gestion de crise) sont implantés et protégés vis-à-vis des risques toxiques, incendie et explosion.

Les salles de contrôle du site sont conçues de façon à assurer une protection suffisante pour permettre au personnel, en cas d'accident ou d'incident, de prendre les mesures conservatrices de mise en sécurité des installations et prévenir l'extension du sinistre.

En particulier, les fonctions et informations nécessaires à la mise en sécurité des installations font l'objet d'une protection suffisante en vue de les conserver opérationnelles en cas d'explosion, d'incendie ou de fuite de gaz inflammable ou toxique survenant sur le site.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir la mise en sécurité de ses installations, tant en fonctionnement normal qu'en mode dégradé. L'exploitant met en place tous les moyens nécessaires pour garantir qu'en toute circonstance :

- les équipements de mise en sécurité des installations restent opérationnels ;
- les personnes chargées de cette mise en sécurité peuvent continuer à assurer les missions qui leur sont confiées.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIFS DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 8.3.1. MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIVES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 relatif aux produits et équipements à risque.

Dans ces zones, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.

ARTICLE 8.3.2. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues en bon état conformément aux règles en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

À proximité d'au moins une issue de chaque atelier est installé un interrupteur, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique de l'atelier concerné, exceptés les moyens de secours (pompes des réseaux d'extinction automatique, désenfumage...) et les dispositifs nécessaires à la mise en sécurité ou au maintien en sécurité des installations.

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur d'un atelier ou d'un bâtiment de stockage, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont respectivement REI 120 et EI 120.

Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

ARTICLE 8.3.3. VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

ARTICLE 8.3.4. SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUE

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des ateliers et locaux à usage industriel (y compris le local renfermant les pompes à incendie).

ARTICLE 8.3.5. MISE À LA TERRE DES ÉQUIPEMENTS

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature inflammable ou explosive des produits.

Toutes les parties métalliques susceptibles d'être à l'origine d'énergie électrostatique dans les locaux et les zones où sont manipulés ou stockés des produits inflammables ou explosifs doivent être reliées à la terre.

Ces mises à la terre doivent être réalisées selon les règles de l'art et être distinctes de celles des éventuels paratonnerres. Une attention particulière doit être portée sur la continuité d'écoulement des charges électriques sur ces mises à la terre. La valeur de résistance de terre est conforme aux normes en vigueur.

ARTICLE 8.3.6. ÉCLAIRAGE ARTIFICIEL ET CHAUFFAGE DES LOCAUX

Les installations d'éclairage et de chauffage sont réalisées conformément aux normes et textes réglementaires en vigueur en tenant compte des risques potentiels particuliers.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Des méthodes indirectes et sûres telles que le chauffage à eau chaude, à la vapeur ou à air chaud dont la source se situera en dehors des ateliers et des zones de stockage doivent être utilisées. L'utilisation de convecteurs électriques, de poêles, de réchauds ou d'appareil de chauffage à flamme nue est interdite.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux incombustibles.

ARTICLE 8.3.7. ARRÊTS D'URGENCE

Les installations disposent d'arrêts d'urgence et/ou de moyens d'isolement permettant de mettre en sécurité tout ou partie de celles-ci. Ces dispositifs sont susceptibles d'être activés depuis la salle de commande, localement ou en automatique à travers les sécurités de procédé. Des procédures ou consignes en définissent les conditions d'utilisation.

Ces dispositifs d'urgence doivent être repérés, identifiés clairement et accessibles en toute circonstance.

ARTICLE 8.3.8. ÉQUIPEMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ DES INSTALLATIONS

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité et la sûreté de son installation.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces systèmes ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

La liste de ces équipements ainsi que les procédures susvisées sont révisées chaque année au regard du retour d'expérience accumulé sur ces systèmes (étude du comportement et de la fiabilité de ces matériels dans le temps au regard des résultats d'essais périodiques et des actes de maintenance...).

Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sécurité des installations, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants à l'égard de ces préoccupations.

Les dépassements des points de consigne des paramètres importants pour la sécurité doivent déclencher des alarmes en salle de contrôle ainsi que les actions automatiques ou manuelles de protection ou de mise en sécurité appropriées aux risques encourus.

Les procédures importantes pour la sécurité sont régulièrement testées et vérifiées.

Les informations nécessaires à la mise en sécurité du site et les alarmes des dispositifs électroniques de détection d'incendie, des dispositifs de détection d'atmosphère explosive (hydrogène, gaz naturel...), les dispositifs de détection du déclenchement des dispositifs autonome de lutte contre l'incendie (sprinkler) sont reportées en salle de contrôle du site (ou tout autre lieu pertinent).

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 8.4.1. RÉTENTIONS

Article 8.4.1.1. Volume

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

Article 8.4.1.2. Conception

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. L'étanchéité de la rétention ne doit pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. En particulier, elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.

Article 8.4.1.3. Gestion

Les rétentions font l'objet d'un examen visuel approfondi au moins annuellement et d'une maintenance appropriée.

Les rétentions doivent être maintenues propres et disponibles. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.4.2. DISPOSITIF DE CONFINEMENT

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

A cet effet, le recueil des eaux d'extinction d'incendie est assuré par deux bassins étanches :

- Bassin (zone sud) : 4700 m³. Cet ouvrage comporte un volume libre minimum de 1640 m³
- Bassin (zone nord) : 5300 m³. Cet ouvrage comporte un volume libre minimum de 1240 m³.

Les deux ouvrages sont reliés entre eux. Ils sont dotés chacun d'une vanne de sectionnement asservie au système de détection automatique d'incendie (manœuvrable également manuellement).

Les pompes refoulant les eaux pluviales vers les unités de traitement en fonctionnement normal sont interrompues automatiquement en cas de détection incendie.

Ces bassins correspondent aux ouvrages cités au titre 4 du présent arrêté.

Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Les systèmes de relevage autonomes ont une efficacité démontrée en cas d'accident.

Les différents organes de contrôle nécessaires à la mise en service du dispositif de confinement peuvent être actionnés en toute circonstance, localement ou à partir d'une salle de contrôle.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 8.4.3. AUTRES DISPOSITIONS

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. La définition des emplacements de stockage et la répartition des différents produits sont réalisées à partir des fiches de données sécurité. Ces emplacements sont clairement matérialisés et signalisés.

Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles reprises à l'article 8.4.1.1.

Le stockage et la manipulation des produits dangereux ou polluants, solides ou liquides ou liquéfiés dont la température d'ébullition à pression atmosphérique est supérieure à 0°C, sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 8.5.1. SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

Article 8.5.1.1. Dispositions générales

L'exploitation des différentes installations doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits fabriqués, utilisés ou stockés dans les installations, et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.1.2. Gardiennage

En dehors des heures d'exploitation du site, une surveillance des installations par gardiennage est mise en place afin de transmettre l'alerte en cas de sinistre. Si cette alerte est transmise directement aux services d'incendie et de secours, l'exploitant définit les mesures permettant l'accès et l'intervention des moyens publics dans les meilleures conditions possibles.

Les conditions du gardiennage sont définies par consigne.

ARTICLE 8.5.2. TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant ou son représentant. Elle fait l'objet d'un enregistrement et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.5.3. CONSIGNES D'EXPLOITATION

Article 8.5.3.1. Prévention des risques d'incendie et d'explosion

Toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion.

Il est interdit :

- de fumer dans l'établissement (sauf aux endroits spécifiques à cet effet séparés des zones de production et dans le respect des réglementations particulières) ;
- d'apporter des feux nus ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique ;
- de manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos ;
- d'apporter toute source potentielle d'inflammation dans les zones ATEX (à ce titre, une attention particulière sera portée sur les matériels de communication – notamment les téléphones portables – introduits dans l'enceinte de l'établissement).

Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 8.5.3.2. Consignes générales

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel, y compris du personnel des entreprises extérieures amenées à travailler sur le site.

Ces consignes indiquent notamment :

- les règles concernant l'interdiction de fumer ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque sans autorisation, telle que prévue à l'article 8.5.3.1 du présent arrêté ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile, une citerne ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens d'incendie et de secours ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte prévues à l'article 8.4.1 ;
- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec notamment les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Les consignes de sécurité font l'objet d'une diffusion sous forme adaptée à l'ensemble du personnel à qui elles sont commentées et rappelées en tant que de besoin.

Les diverses interdictions (notamment interdiction de fumer) sont affichées de manière très visible en indiquant qu'il s'agit d'une interdiction imposée par arrêté préfectoral, ainsi que les plans de sécurité incendie et d'évacuation, conformes à la réglementation en vigueur.

Article 8.5.3.3. Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (phase de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

ARTICLE 8.5.4. FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

CHAPITRE 8.6 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 8.6.1. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 8.6.1.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services publics d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les dispositifs permettant de condamner l'accès à ces voies sont amovibles et manœuvrables par les sapeurs pompiers.

L'entrée principale de l'établissement doit être maintenue libre en toutes circonstances et accessible aux services d'intervention extérieurs à l'établissement.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 8.6.1.2. Accessibilité des engins à proximité des installations

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de chaque installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres (et la pente inférieure à 15%);
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu , ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 8.6.1.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres.

Ces aires présentent a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 8.6.1.4. Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie « échelle » est directement accessible depuis la voie « engin » définie à l'article 8.6.1.2.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.

La voie « échelle » respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10% ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90kN par essieu , ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 80 N/cm².

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

Les présentes dispositions s'appliquent notamment au bâtiment 300 dont la hauteur est de 31 m.

Article 8.6.1.5. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

À partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

ARTICLE 8.6.2. DÉSENFUMAGE

Les bâtiments sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre. Les écrans sont mis en place conformément à l'instruction technique n° 246.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des cellules de stockage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique s'il existe.

En présence d'un système d'extinction automatique, les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur.

En cas de bâtiment comportant plusieurs niveaux (Cas du bâtiment 300) les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.

ARTICLE 8.6.3. MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- de robinets d'incendie armé répartis dans les bâtiments de production et de stockage et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées ;
- d'un système d'extinction automatique de type sprinkler à minima au droit des installations suivantes :
 - Stockage de palettes dans le bâtiment conditionnement (Bâtiment 500)
 - Zone en fin de lignes de conditionnement des panneaux de laine de roche (Bâtiment 500).
- d'une colonne sèche conforme aux normes en vigueur (NFS 61-758 et NF S 61-759), desservant chaque niveau du bâtiment 300 (au niveau de la cage d'escalier enclouée).

Les extrémités de la colonne sèche sont accessibles en permanence et comportent des raccords normalisés. Les raccords d'alimentation sont signalés et présents au droit de la façade la plus proche des hydrants. Le cheminement entre les raccords d'alimentation et les hydrants ne dépasse pas 60 m.

- de plusieurs hydrants (au moins 12) implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Ces appareils sont en mesure de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. La pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars.

Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). Ils sont implantés en bordure de voie accessible aux engins des services d'incendie et de secours ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.

Les hydrants précités sont privatifs. Le débit d'eau minimum à pourvoir sur le site est de 180 m³/h sur deux heures. Le réseau est bouclé et sectionnable, pour que toute section affectée par une rupture soit isolée.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

Les tuyauteries d'alimentation en eau font l'objet de contrôles périodiques visant à s'assurer de leur bon état.

Article 8.6.3.1. Dispositions générales

Le site est doté de moyens, fixes et mobiles, de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux règles en vigueur ainsi que :

- d'un système d'alarme interne ;
- d'un moyen dédié permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- d'un état des stocks de liquides inflammables ;
- d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à sa mise en œuvre. La réserve de produits absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles et munie d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant peut être remplacé par un point d'eau.

L'exploitant dispose des moyens de secours adaptés (en termes de nature, d'organisation et de moyens), conformes à son étude de dangers, en vue de combattre les effets d'un éventuel sinistre.

Les installations fixes de protection et de lutte contre l'incendie sont définies et conformes à l'étude de dangers. Toute modification de ces moyens fait l'objet d'un dossier de justification du maintien du niveau de performance et d'efficacité qui est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.6.3.2. Réserve d'eau incendie et moyens de pompage d'eau incendie

L'alimentation principale du réseau d'eau incendie est assurée par une réserve de 900 m³ minimum réalimentée par le réseau eau de ville automatiquement en cas de baisse de niveau.

La réserve alimente :

- d'une part, l'installation d'extinction automatique (sprinkler) et le réseau de RIA
- et d'autre part, les hydrants (poteaux d'incendie)

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées tous documents permettant de justifier du dimensionnement de la ressource en eau d'incendie et des moyens de pompage (Notes de calcul, Attestations de conformité des systèmes sprinkler et RIA à des référentiels reconnus,...).

Les moyens de pompage sont actionnés par des moteurs électriques et thermiques secours, munis d'un dispositif de lancement offrant toute garantie de démarrage immédiat.

Ils sont vérifiés régulièrement, et au minimum une fois par an, et maintenus en état de fonctionnement en permanence.

La réserve dispose par ailleurs de raccords permettant la connexion des moyens de secours publics.

ARTICLE 8.6.4. FORMATION DU PERSONNEL

Des séances de formation relatives à la connaissance des produits susceptibles d'être stockés et des moyens de lutte adéquats à mettre en œuvre en cas de sinistre (incendies, fuites accidentelles) et aux risques techniques de la manutention doivent faire l'objet de recyclages périodiques, un bilan annuel est établi.

Le personnel de l'exploitant chargé de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie est apte à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées.

Des exercices de lutte contre l'incendie (mise en œuvre du matériel, méthode d'intervention, organisation de la gestion de crise...) doivent être organisés une fois par an.

ARTICLE 8.6.5. SIGNALISATION

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée, conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;
- des stockages présentant des risques ;
- des locaux à risques ;
- des boutons d'arrêts d'urgence ;
- ainsi que les diverses interdictions.

Les tuyauteries, accessoires et organes de coupure des différents circuits mettant en œuvre des produits dangereux sont repérés et connus du personnel.

CHAPITRE 8.7 SUIVI ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS

ARTICLE 8.7.1. VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'ensemble des équipements tels que les appareils à pression, les soupapes, les canalisations, les sources radioactives... est conçu et suivi conformément aux réglementations en vigueur.

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 8.7.2. DOMAINE DE FONCTIONNEMENT SÛR DES PROCÉDÉS

L'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sûreté de fonctionnement des installations. L'installation est équipée de dispositifs d'alarme lorsque les paramètres sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement sûr.

Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires.

Les systèmes de mise en sécurité des installations sont à sécurité positive.

ARTICLE 8.7.3. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS AU VIEILLISSEMENT DE CERTAINS ÉQUIPEMENTS

Les réservoirs de stockages, tuyauteries, capacités contenant des substances, préparations ou mélanges présentant un danger ainsi que les cuvettes de rétention, les massifs de réservoirs, les structures supportant les tuyauteries inter-unités, les caniveaux béton, les fosses humides et les mesures de maîtrise des risques faisant appel à de l'instrumentation de sécurité sont suivis conformément aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

La liste des équipements suivis et les plans d'inspection associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8.7.4. RÉSERVOIRS ET CAPACITÉS DE STOCKAGE DE PRODUITS PRÉSENTANT UN DANGER NON SOUMIS À UNE RÉGLEMENTATION SPÉCIFIQUE

L'exploitant identifie les réservoirs de stockages et les capacités non soumis aux dispositions de l'article 8.7.3 et présentant un danger potentiel pour lesquels il juge nécessaire d'établir un plan d'inspection.

La liste des équipements suivis et les plans d'inspection associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les capacités de stockage de produits présentant un danger sont étanches et doivent subir, avant la première mise en service ainsi qu'après réparation ou modification un test d'étanchéité sous la responsabilité de l'exploitant.

Les capacités de stockage sont contrôlées périodiquement suivant une méthode et une périodicité propre à chaque type de stockage. Les structures et les supportages des capacités doivent également être contrôlés.

Si les contrôles révèlent un suintement, une fissuration ou une corrosion, l'exploitant doit faire procéder aux réparations nécessaires avant remise en service.

ARTICLE 8.7.5. MATÉRIELS ET ENGINS DE MANUTENTION

Les matériels et engins de manutention sont entretenus selon les instructions du constructeur et conformément aux règlements en vigueur.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectués sur des zones étanches et situées à une distance supérieure à 10 m de toute matière combustible.

Les engins de manutention sont contrôlés au moins une fois par an si la fréquence des contrôles n'est pas fixée par une autre réglementation.

En dehors des heures d'exploitation, les chariots de manutention sont remisés soit dans un local spécifique, soit sur une aire matérialisée réservée à cet effet.

ARTICLE 8.7.6. TUYAUTERIES

Les tuyauteries font l'objet d'un suivi adapté contre la corrosion.

Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément à des règles définies par l'exploitant, sans préjudice des exigences fixées par le code du travail.

Les supports de tuyauteries sont protégés contre tous risques d'agression involontaire (notamment heurt par véhicule). Ils doivent être convenablement entretenus et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.

CHAPITRE 8.8 PREVENTION DES RISQUES NATURELS

ARTICLE 8.8.1. PROTECTION CONTRE LA Foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

ARTICLE 8.8.2. SÉISMES

Les installations présentant un danger important pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement sont protégées contre les effets sismiques conformément aux dispositions définies par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

TITRE 9 – CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 9.1 MESURES SPÉCIFIQUES LIÉES A LA PHASE TRAVAUX

ARTICLE 9.1.1. PROTECTION DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES EXISTANTS

Un balisage écologique en phase travaux est à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation). Pour cela l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires pour en garantir la préservation, communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux.

La surveillance du chantier est assurée avec l'appui d'un écologue. Il veille à la mise en œuvre de l'intégralité des mesures et s'assure de la traçabilité des différentes actions et de leur restitution dans un rapport de suivi adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de deux mois maximum après la réalisation des travaux.

En particulier, aucune intrusion même temporaire dans les milieux naturels adjacents aux terrains concernés par les travaux (imperméabilisation, emprise du projet) n'est tolérée. Ainsi, la circulation, le stationnement ou le stockage de matériels y sont formellement interdits. La base travaux est ainsi localisée sur l'emprise des zones à imperméabiliser.

Les travaux sont réalisés en période diurne afin de ne pas interférer avec les espèces aux mœurs nocturnes et crépusculaires. De début décembre à mi-février, l'éclairage demeure possible 1 heure avant le lever du soleil et une heure après le coucher.

ARTICLE 9.1.2. PROTECTION DES SOLS ET DES EAUX SOUTERRAINES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier des installations.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises en charge du chantier. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle.

Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, des matériaux, des matériels, des déchets, etc. est organisé sur le site de la base vie ou sur des espaces aménagés en conséquence. L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont interdites sur la zone des travaux. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide.

Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.

En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, sans délai, la zone concernée par l'incident est traitée par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité, elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.

Les dispositifs d'assainissement définitifs sont réalisés dès le début des travaux afin d'assurer la prise en charge et l'évacuation des eaux pluviales.

ARTICLE 9.1.3. PÉRIODE DU CHANTIER

Afin de respecter la période de reproduction en particulier de l'avifaune nicheuse, les travaux de terrassement sont réalisés entre septembre et mars. Les travaux peuvent démarrer en dehors de cette période sous réserve de l'accord et du respect des préconisations d'un expert écologue consécutives à un repérage sur site de nids par ses soins et de leur transmission à l'inspection des installations classées préalablement au démarrage des travaux.

ARTICLE 9.1.4. ORGANISATION DU CHANTIER

Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction en amont des premiers travaux et ce jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :

- des réfectoires ;
- des vestiaires ;
- des sanitaires ;
- des bureaux ;
- des modules de stockage.

Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.

Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement.

Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.

ARTICLE 9.1.5. PRÉVENTION DES NUISANCES

Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins de chantier sont

conformes à un type homologué et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs) gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

La vitesse des engins sur le chantier n'excède pas 20 km/h.

Autant que possible les infrastructures routières principales sont utilisées, afin d'éviter les traversées de communes. Les travaux ont lieu en période diurne. La trêve de repos hebdomadaire est observée, conformément aux exigences du Code du Travail.

Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier sont arrosés pour réduire les émissions et la propagation de poussières.

ARTICLE 9.1.6. ACCÈS

Un plan de circulation et d'accès au chantier est établi. Les itinéraires obligatoires d'accès et de sortie sont balisés.

ARTICLE 9.1.7. SÉCURITÉ

Une attention particulière est apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.

Toutes les dispositions sont prises pour prévenir l'intrusion de personnes étrangères au chantier.

CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS VISÉES PAR LES RUBRIQUES N° 3340, 2791, 2910 ET 4510

ARTICLE 9.2.1. RÉCEPTION ET STOCKAGE

Article 9.2.1.1. Réception, entreposage et manutention des matières premières

1) Les matières premières minérales sont acheminées par camions dont les bennes sont bâchées. Leur déchargement et entreposage temporaire sont réalisés dans un bâtiment fermé et dédié (bâtiment 210).

Ce bâtiment est mis sous dépression par rapport à l'extérieur ; l'air vicié émis par les opérations de déchargement, stockage et manutention est capté et dépoussiéré avant rejet à l'atmosphère dans les conditions fixées au titre 3 du présent arrêté.

Le paragraphe précédent s'applique également aux convoyeurs assurant la manutention :

- des matières premières minérales du bâtiment de stockage (210) vers le four de fusion (bâtiment 300).
- des matières minérales recyclées du bâtiment 240 vers le bâtiment de stockage (210).

2) Les matières premières principales (Résine, Huile d'imprégnation et solution ammoniacuée) sont entreposées en réservoirs aériens dans un bâtiment dévolu exclusivement à cet usage.

Le bâtiment est séparé des bâtiments dédiés à la production (300, 400 et 500) d'une distance minimale de 10 m.

3) L'exploitant est en mesure de fournir à tout instant une estimation des volumes stockés à laquelle est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

4) Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu. Les réservoirs sont par ailleurs dotés d'un détecteur de niveau haut déclenchant une alarme sonore et visuelle reportée en salle de commande.

5) Les tuyauteries de remplissage des réservoirs sont équipées de raccords conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de transport de matières dangereuses. En dehors des opérations de remplissage des réservoirs, elles sont obturées hermétiquement. À proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.

6) Les événements sont situés à la partie supérieure des réservoirs, au-dessus du niveau maximal d'utilisation.

Les événements des réservoirs de solution ammoniacuée sont pourvus de dispositifs prévenant l'émission d'odeurs lors de la respiration des réservoirs et des opérations de déchargement.

Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention.

7) Les aires de déchargement sont raccordées à des rétentions dont le volume correspond à minima au volume de la citerne du camion ravitailleur.

8) A proximité du stockage et de l'aire de déchargement, une ou plusieurs réserves de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des moyens nécessaires à la mise en œuvre sont prévues. La réserve de produit absorbant est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries.

9) Les livraisons de matières premières sont réalisées exclusivement entre 7 et 18 h. L'accès au site s'effectue depuis la route nationale 2 via l'échangeur n° 16 de Cravançon et la route départementale 172. Tout autre itinéraire est interdit. Le trafic quotidien de poids lourds n'excède pas 100 camions (200 mouvements quotidiens). L'exploitant veille au respect de ces dispositions. Elles font l'objet de consignes écrites diffusées aux transporteurs.

Article 9.2.1.2. Dispositions supplémentaires applicables aux déchets

1) Seuls les déchets répondant aux critères suivants sont admis dans l'enceinte du site :

- Déchets de laine de roche triés et non souillés (Codes de la liste visée à l'annexe II de l'article R 541-8 du C.E : 17 06 04)

Le transport des déchets vers l'usine est assuré par l'exploitant uniquement.

2) Avant réception d'un déchet sur le site, une information préalable est communiquée à l'exploitant par le producteur de déchets, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.

L'établissement est équipé d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. À défaut, le producteur de déchets est en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.

Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

L'exploitant remet au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.

3) L'exploitant établit et tient à jour le registre des déchets reçus, prévu par l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé (article 1^{er}).

4) Les déchets sont traités en flux tendu. Si un entreposage temporaire est nécessaire avant traitement, l'aire dédiée à cet effet occupe une surface inférieure à 50 m² au sein du bâtiment 240.

5) Le seul traitement des déchets réalisé sur le site est une opération de broyage, utilisée par ailleurs pour l'ensemble des résidus de fabrication, avant réintroduction dans le procédé de fabrication.

Le traitement des déchets est opéré dans le bâtiment 240 .

Les sources d'émissions de poussières (broyeur notamment) sont capotées. Les émissions sont captées et traitées avant rejet à l'atmosphère dans les conditions fixées au titre 3 du présent arrêté.

Article 9.2.1.3. Entreposage des produits finis

1) Les panneaux de laine de roche conditionnés sont entreposés en masse à l'extérieur. Le dépôt occupe une surface maximale de 25 000 m². Il est constitué d'îlots de surface unitaire inférieure ou égale à 4800 m². Des allées de 6 m de large au minimum séparent les îlots entre-eux.

2) Au moins 20 m séparent ce dépôt des stockages de matières combustibles ou inflammables.

3) Les règles prévues à l'article 9.2.1.1 9) pour les livraisons de matières premières sont applicables à l'expédition de produits finis. La limite quotidienne de 100 camions (200 mouvements quotidiens) inclut les livraisons et expéditions.

ARTICLE 9.2.2. PROCÉDÉS DE FABRICATION DE LAINE DE ROCHE

Article 9.2.2.1. Dispositions particulières applicables à la fusion

1) Le local abritant le four de fusion est intégralement REI 120. Aucun dépôt de matières combustibles n'est présent dans ce local.

2) Une fosse sous le four, débouchant à l'extérieur, permet de retenir la totalité de la matière en fusion en cas de fuite. Le sol susceptible d'être en contact avec la matière en fusion, y compris lors de déversements accidentels, est conçu de façon à résister à la température des matières répandues.

La fosse est conçue de manière à éviter toute présence et stagnation d'eau. Elle est en particulier protégée des intempéries et pourvue d'un réseau de drainage.

La fosse est éloignée de tout stockage de matières combustibles ou inflammables.

3) Le four fait l'objet d'un plan de surveillance. Ce plan vise notamment à déceler toute usure prématurée des parois et du réfractaire. Il comprend en particulier des mesures d'épaisseur.

Le plan de surveillance, l'échéancier associé ainsi que les rapports de visite sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

4) Le circuit de refroidissement du four (eau) est sécurisé :

- Les pompes de refroidissement sont secourues par un groupe électrogène, en cas d'interruption de l'alimentation électrique principale ;
- Les pompes de refroidissement sont doublées (des pompes de secours sont par ailleurs disponibles sur le site) ;
- Deux sources d'eau distinctes permettent d'alimenter le circuit de refroidissement (réserve d'eau et réseau public) ;
- L'aéroréfrigérant sec assurant le refroidissement de l'eau est surdimensionné par rapport aux besoins.

Tout dysfonctionnement du système de refroidissement du four de fusion entraîne une alarme sonore et visuelle reportée en salle de commande.

Le circuit de refroidissement ne comporte pas de bras mort.

5) Afin de prévenir toute surchauffe susceptible de porter atteinte à l'intégrité du four de fusion, l'installation est dotée de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de toute dérive de la température, du niveau de matière en fusion ainsi que de tout autre paramètre pertinent.

Les alarmes sont reportées en salle de commande.

Les seuils de sécurité associés à la détection sont définis de façon à permettre au personnel d'intervenir le plus précocement possible et d'assurer la mise en sécurité de l'installation.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

6) Le four de fusion est ventilé en permanence afin d'éviter toute poche de gaz inflammable.

7) Le four de fusion est doté de systèmes préservant son intégrité en cas de surpression. Ces systèmes sont raccordés à une conduite de décharge débouchant en toiture du bâtiment 300.

8) Des capteurs mesurent en continu la concentration en gaz inflammable (CO notamment) dans les fumées de fusion.

L'exploitant fixe plusieurs seuils de sécurité. Leur franchissement entraîne le déclenchement d'une alarme reportée en salle de commande et la mise en sécurité de l'installation (et des équipements en aval).

9) Le filtre à manches est situé à l'extérieur des bâtiments. Il est doté d'évents de décharge, dimensionnés de façon à préserver son intégrité en cas d'explosion. Leur localisation et orientation est telle qu'elle ne présente pas de risques pour les personnes. Le ventilateur est placé sur le réseau d'air propre.

L'équipement de récupération des cendres et poussières est muni d'un détecteur de niveau haut et de température. La température est mesurée en continu en amont des filtres à manches. Tout dépassement d'une valeur de consigne prédéfinie entraîne le by-pass du filtre à manches. Le dévoiement des gaz de fusion pour des mesures de sécurité est exceptionnel et donne lieu à la rédaction d'un rapport en vertu de l'article 2.5.1 du présent arrêté. Un pare-étincelles est placé en amont du filtre à manches.

10) Les modalités de mise en œuvre des opérations de vidange du four (et de redémarrage à l'issue de ces opérations) font l'objet de procédures spécifiques. Les précautions à prendre afin d'éviter la survenue d'un accident lors de ces phases y sont mentionnées.

Article 9.2.2.2. Dispositions particulières applicables au fibrage, à la polymérisation et au refroidissement

- 1) La ligne de fibrage est munie d'un système d'extinction automatique asservi à des détecteurs de température.
- 2) L'ensemble du réseau d'aspiration de l'air vicié issu du fibrage est équipé d'un système d'extinction de type déluge asservi également à des détecteurs de température.
- 3) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les consommations annuelles de résine phénolique et d'huile d'imprégnation (contenant des COV). La ligne de fibrage est conçue de façon à prévenir les émissions diffuses de COV.
- 4) La ligne de fibrage ainsi que le tunnel de polymérisation sont dotés d'une ventilation forcée dimensionnée de façon à maintenir en tout point des installations l'absence d'atmosphère explosive. Tout arrêt de l'aspiration entraîne la mise en sécurité de ces installations.

Article 9.2.2.3. Dispositions particulières applicables aux équipements consommant du gaz naturel (Unités de post-combustion et tunnel de polymérisation)

- 1) Les réseaux d'alimentation en gaz naturel sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite, notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.
- 2) Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.
- 3) La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.
- 4) Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en gaz naturel des appareils de combustion.

Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, est placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

5) La coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (a) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (b) et un pressostat (c). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée.

Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

- a) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.
- b) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.
- (c) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.

6) Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au titre 8 du présent arrêté.

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

Les présentes dispositions ne sont pas applicables s'il est démontré que compte tenu de la configuration et des volumes des bâtiments, la formation d'une atmosphère explosive ne peut se former.

- 7) Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.
- 8) Les appareils de combustion comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.
- 9) Un organe de coupure rapide équipe chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.
- 10) Les gaz de fusion et de polymérisation du liant transitent notamment par une unité de post-combustion. Elle est conçue, équipée et exploitée de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables prévisibles, les gaz de fusion soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion. Le temps de séjour est vérifié lors des essais de mise en service.

Plusieurs paramètres pertinents sont mesurés en continu de façon à permettre un fonctionnement optimum de l'unité de post-combustion et notamment le respect des dispositions précédentes. La température dans la chambre de combustion et la concentration en oxygène sont en particulier mesurées en permanence. Tout écart par rapport

aux valeurs de consigne prédéfinies entraîne d'une part, le report d'une alarme sonore et visuelle dans le local de commande et de surveillance des installations où une présence humaine est assurée en permanence et d'autre part, le déclenchement automatique d'actions de mise en sécurité ou d'actions permettant de revenir à une situation normale.

En particulier, lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous de 850 °C, après la dernière injection d'air comburant ainsi que durant les phases de démarrage et d'extinction, du combustible est introduit automatiquement dans la chambre de combustion afin de maintenir les conditions minimales de température précitées.

Article 9.2.2.4. Autres dispositions

- 1) Les réseaux de vapeur sont isolés. L'exploitant s'assure de la pérennité de cette isolation.
- 2) La chaleur des fumées de fusion est valorisée (réutilisation des condensats).
- 3) Les filtres en laine de roche sont remplacés aussi souvent que nécessaire afin de préserver leurs performances épuratoires et prévenir le risque d'incendie (accumulation de liant).
- 4) Les résidus de fabrication tels que les poussières minérales captées, roche fondue, rebuts de laine de roche sont recyclés dans les procédés de fabrication.
- 5) L'eau utilisée dans les procédés pour le refroidissement, le nettoyage ou la formulation du liant est utilisée en circuit fermé (à l'exception de la partie éliminée par évaporation).
- 6) L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des produits de traitement éventuels utilisés dans les circuits d'eaux de refroidissement et les quantités consommées annuellement.

CHAPITRE 9.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS VISÉES PAR LA RUBRIQUE N° 1185

ARTICLE 9.3.1. DISPOSITIONS APPLICABLES

Les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185, sont applicables.

CHAPITRE 9.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS VISÉES PAR LA RUBRIQUE N° 1414

ARTICLE 9.4.1. DISPOSITIONS APPLICABLES

Les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1414-3 sont applicables.

CHAPITRE 9.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS VISÉES PAR LA RUBRIQUE N° 4719

ARTICLE 9.5.1. DISPOSITIONS APPLICABLES

Les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4719, sont applicables.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 10.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 10.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 10.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES CANALISÉES OU DIFFUSES

10.2.1.1 Les mesures portent sur les rejets suivants :

Paramètres	Fréquence des mesures					
	L4.1	L4.2	L4.3	L4.4	L4.5	L4.6
Débit	Continue	Continue	Continue	Continue	Annuelle	Annuelle
Oxydes de soufre	Continue	-	-	-	-	-
Oxydes d'azote	Continue	-	Continue	-	-	-
Monoxyde de carbone	Continue	-	-	-	-	-
Poussières	Continue	continue	continue	continue	Annuelle	Annuelle
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore	continue	-	-	-	-	-
Fluor et composés du fluor	Continue	-	-	-	-	-
Ammoniac	Continue	continue	continue	continue	-	-
Composés organiques totaux non méthaniques	Annuelle	semestrielle	semestrielle	semestrielle	-	-
Formaldéhyde Phénol	-	Semestrielle (*)	semestrielle	semestrielle	-	-
Métaux	annuelle	-	-	-	-	-
H2S	annuelle	-	-	-	-	-

(*) Indépendamment de la surveillance semestrielle, l'exploitant met en place un suivi en continu de la consommation de liant et le cas échéant, d'autres paramètres, permettant d'évaluer les émissions de COV spécifiques (Formaldéhyde et phénol). Les facteurs d'émission et corrélations sont définis, vérifiés et réajustés si nécessaire, en fonction notamment des résultats de la surveillance semestrielle. Le suivi des émissions de COV spécifiques établi quotidiennement, l'ensemble des éléments ayant permis de les établir ainsi que la justification des corrélations et facteurs d'émissions retenus, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

10.2.1.2 Dans un délai de 12 mois à compter de la mise en service des installations, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'agence régionale de la santé un rapport comportant :

- un bilan de l'autosurveillance mentionné au 10.2.1.1 ;
- les résultats d'une campagne de caractérisation des substances présentes parmi les COV rejetés (Screening) ;
- les résultats d'une campagne de mesure des particules en suspension (PM 2,5) ;
- une comparaison des émissions réelles par rapport aux hypothèses retenues dans l'évaluation des risques sanitaires du dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- une interprétation des résultats et des conclusions quant à la validité de l'évaluation des risques sanitaires.

10.2.1.3 Les mesures non permanentes, sont effectuées selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur et accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées.

Les installations soumises à autosurveillance font l'objet de mesures comparatives à minima annuelles, dans les conditions définies à l'article 10.1.2 du présent arrêté. Ces mesures comparatives portent sur l'ensemble des paramètres mentionnés dans le tableau précédent et dont l'autosurveillance est effectuée en continu.

Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

10.2.1.4

Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur horaire moyenne validée ne dépasse 200 % des valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté ;
- 90 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours d'une journée ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % .

Les valeurs moyennes journalières validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Cette soustraction ne concerne que les paramètres cités ci-après.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 %
- SO₂ : 20 %
- NO_X : 20 %
- Poussières : 30 %
- HCL : 40 %
- HF ; 40 %
- COT : 30 %

Dans les cas où des mesures en continu ne sont pas exigées, les valeurs limites d'émission fixées au titre 3 du présent arrêté sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ou des autres procédures, définis et déterminés conformément au présent arrêté, ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

10.2.1.5 Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

10.2.1.6 L'exploitant procède à l'évaluation des émissions totales annuelles des polluants mentionnés à l'article 3.2.3 du présent arrêté.

ARTICLE 10.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.2, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

ARTICLE 10.2.3. FRÉQUENCES, ET MODALITÉS DE L'AUTO SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES REJETS AQUEUX

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Point de rejet n° 1			
Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
Débit	1421	Prélèvement moyen sur 24 heures réalisé proportionnellement au débit.	Trimestrielle
pH	1302		Trimestrielle
Température	1301		Trimestrielle
MES	1305		Trimestrielle
DCO	1314		Trimestrielle
DBO5	1313		Trimestrielle
Azote global	1551		Trimestrielle
Phosphore total	1350		Trimestrielle
Hydrocarbures totaux	1442		Trimestrielle
AOX	1106		Trimestrielle

Par défaut, les méthodes d'analyse sont celles définies par l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse

dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation de ses effluents (point de rejet n°1) portant sur les substances spécifiques du secteur d'activités, énumérées à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 susvisé. Cette campagne d'analyses est réalisée au plus tard, un an après la mise en service des installations.

ARTICLE 10.2.4. SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Article 10.2.4.1. Effets sur les eaux souterraines

L'exploitant réalise une surveillance des eaux souterraines selon les modalités définies dans les articles ci-après.

L'exploitant produit un rapport relatif à cette surveillance comportant notamment une interprétation des résultats (par rapport aux conditions météorologiques, aux résultats des mesures antérieures, etc.).

10.2.4.1.1 Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

10.2.4.1.2 Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Ouvrages	Aquifère capté
4 piézomètres (Implantation selon le rapport de base)	Masse d'eau FRHG106 « Lutétien – Yprésien du Soissonnais -Laonnois »

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Les analyses sont effectuées tous les 5 ans et portent sur les paramètres identifiés dans le rapport de base.

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 10.2.4.2. Effets sur les sols

La surveillance des sols est effectuée sur les 8 points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés à minima tous les 10 ans. Ils portent sur les substances mentionnées dans le rapport de base.

Article 10.2.4.3. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant procède à des mesures de la qualité de l'air ambiant durant une période minimale de 3 ans sur les paramètres suivants, à compter de la mise en service des installations :

- Formaldéhyde, Ammoniac, Particules en suspension (PM10 et PM2,5)

Les campagnes de mesures sont réalisées à minima au droit :

- des cibles les plus exposées aux retombées de l'installation, mises en évidence lors de l'évaluation des risques sanitaires ;
- de point(s) témoins(s) en dehors de l'influence des rejets de l'établissement.

A minima 2 campagnes de mesure sont réalisées dans l'année.

L'objectif de la surveillance est de confirmer l'absence de dégradation de l'air ambiant, après mise en service des installations, par comparaison aux valeurs repères locales et autres valeurs de référence dans les zones d'impact de l'établissement en tenant compte des sensibilités et activités locales.

Les données météorologiques (direction et vitesse du vent, pluviométrie, température, pression atmosphérique) sont enregistrées durant les campagnes de mesure, sur le site ou dans son environnement proche.

Dans la mesure du possible, les mesures sont réalisées sur une période où les conditions météorologiques sont représentatives de la rose des vents local.

Les conditions de fonctionnement du site sont enregistrées lors des mesures de surveillance. Chaque campagne donne lieu à l'élaboration d'un rapport.

Le protocole de surveillance est remis à l'inspection des installations classées, au plus tard, 3 mois après le démarrage des installations.

ARTICLE 10.2.5. SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants conformément à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 10.2.6. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai maximum de trois mois après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

ARTICLE 10.3.1. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 10.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.

Le rapport de synthèse est adressé à l'inspection des installations classées avant la fin de chaque trimestre, en ce qui concerne l'auto-surveillance des émissions atmosphériques (cf article 10.2.1), de la consommation d'eau (cf article 10.2.2) et des rejets aqueux (cf article 10.2.3).

Les résultats de l'auto surveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

ARTICLE 10.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE LA SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE

Les résultats de la surveillance environnementale réalisée en application de l'article 10.2.4 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception.

ARTICLE 10.3.3. ANALYSE ET TRANSMISSION DU SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées la nature et les quantités de déchets générés par ses activités, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 10.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.6 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 10.4 BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 10.4.1. BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 10.4.2. RAPPORT ANNUEL

Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues au présent titre, à l'article 2.5.1 et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par les riverains ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée.

Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission de suivi des sites, si elle existe,

ARTICLE 10.4.3. INFORMATION DU PUBLIC

Conformément à l'article R125-2 de code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés dans ce même article.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission de suivi de site de son installation, si elle existe, conformément au point II de l'article R125-8 de code de l'environnement.

ARTICLE 10.4.4. RÉEXAMEN DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION ET DOSSIER DE RÉEXAMEN

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L 515-28 et des articles R.515-70 à R.515-73 du code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R 515-72 ,dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

TITRE 11 - SYSTÈME D'ÉCHANGE DE QUOTAS D'ÉMISSIONS

CHAPITRE 11.1 AUTORISATION D'ÉMETTRE DES GAZ À EFFET DE SERRE

La présente installation est soumise au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre car elle exerce les activités suivantes, listées au tableau de l'article R229-5 du code de l'environnement :

Activité	Seuil	puissance/capacité	Gaz à effet de serre concerné
Fabrication de matériau isolant en laine minérale à partir de roches, de verre ou de laitier	capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour	400 t/j	Dioxyde de carbone

Cette autorisation d'exploiter vaut autorisation d'émettre des gaz à effet de serre prévue à l'article L.229-6 du code de l'environnement au titre de la Directive 2003/87/CE.

Dans les vingt jours ouvrables suivant la date de publication de l'arrêté préfectoral d'autorisation, l'exploitant fournit les informations nécessaires à l'administrateur national du registre pour l'ouverture d'un compte de dépôt d'exploitant dans le registre de l'Union.

L'exploitant informe le préfet de tout changement prévu en ce qui concerne la nature, le fonctionnement de l'installation, ou toute extension ou réduction importante de sa capacité, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre ainsi que de la date prévisible à laquelle auront lieu les changements.

CHAPITRE 11.2 ALLOCATIONS

La délivrance de quotas gratuits est soumise aux dispositions des articles R229-9 et suivants du code de l'environnement.

Conformément à l'article R.229-16-1 du code de l'environnement, l'exploitant informe au plus tard le 31 décembre de chaque année le préfet de tout changement prévu ou effectif relatif à ses installations visées dans le SEQE :

- l'extension ou la réduction significative de capacité;
- la modification du niveau d'activité, notamment la cessation totale ou partielle ou la reprise après cessation partielle.

CHAPITRE 11.3 SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance conforme au règlement n° 601/2012 du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil. Le plan de surveillance est transmis au préfet pour approbation avant la mise en service de l'installation.

Dès le début de l'exploitation, l'exploitant doit surveiller ses émissions conformément au plan de surveillance approuvé par le préfet avant le début de l'exploitation.

Le Préfet peut demander à l'exploitant de modifier sa méthode de surveillance si les méthodes de surveillance ne sont plus conformes au règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

L'exploitant vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance. Il modifie le plan de surveillance dans les cas mentionnés à l'article 14 du règlement 601/2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre.

L'exploitant notifie au préfet toute modification de son plan de surveillance. Les modifications importantes, notamment celles listés à l'article 15 du règlement 601/2012, sont transmises pour approbation au Préfet dans les meilleurs délais. Les autres sont portées à la connaissance du Préfet avant le 31 décembre de l'année.

Dans le cas où une dérogation prévue aux articles 22, 26 paragraphe 1 premier alinéa ou 41 paragraphe 2 du règlement 601/2012 a été accordée, l'exploitant transmet au préfet, tous les *X* ans, au plus tard le 30 juin, un rapport d'amélioration de sa méthode de surveillance en application de l'article 69 du règlement 601/2012.

CHAPITRE 11.4 DÉCLARATION DES ÉMISSIONS AU TITRE DU SYSTÈME D'ÉCHANGES DE QUOTAS D'ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Conformément à l'article R229-20 du code l'environnement, l'exploitant adresse au plus tard le 28 février de chaque année, la déclaration des émissions de gaz à effet de serre de l'année précédente, vérifiée par un organisme accrédité à cet effet. La déclaration des émissions est vérifiée conformément au règlement 600/2012 concernant la vérification des déclarations d'émissions de gaz à effet de serre et des déclarations relatives aux tonnes-kilomètres et l'accréditation des vérificateurs. Le rapport du vérificateur est joint à la déclaration.

CHAPITRE 11.5 OBLIGATIONS DE RESTITUTION

Conformément à l'article R.229-21 du code de l'environnement, l'exploitant restitue au plus tard le 30 avril de chaque année un nombre de quotas correspondant aux émissions vérifiées totales de son installation au cours de l'année précédente.

TITRE 12 - FORMULES EXÉCUTOIRES

CHAPITRE 12.1 DIFFUSION ET PUBLICITE DE L'AUTORISATION

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché dans les mairies de PLOISY et COURMELLES pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires feront connaître, par procès verbal adressé à la Direction départementale des territoires – Service de l'environnement – Unité gestion des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie de l'arrêté sera adressée à chaque commune consultée et publiée sur le site internet de la préfecture de l'Aisne pendant une durée minimale de quatre mois.

CHAPITRE 12.2 DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative d'Amiens :

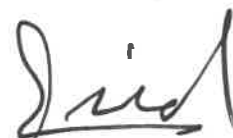
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le Code de l'environnement dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr .

CHAPITRE 12.3 EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aisne, le Sous-préfet de l'arrondissement de SOISSONS, le Directeur départemental des territoires de l'Aisne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France et l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société ROCKWOOL ainsi qu'aux mairies de PLOISY et COURMELLES.

Fait à Laon, le 31 MARS 2021



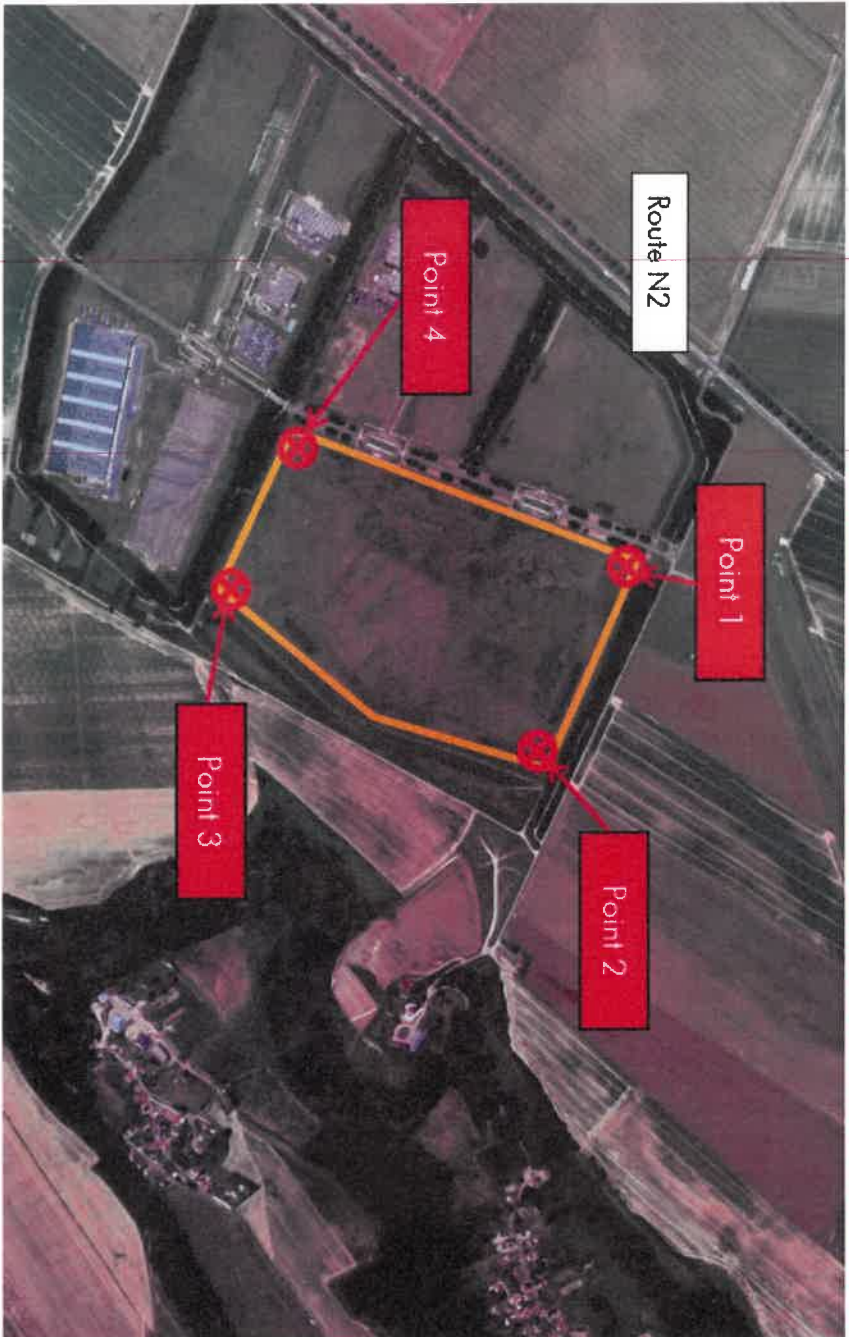
Ziad KHOURY

176 231

[Faint handwritten signature]

176 231

Annexe 1 : Localisation des points de mesures acoustiques



Localisation des points de mesures

Ziad KHOURY

ARRÊTE

fixant la liste des communes éligibles aux aides du compte d'affectation spéciale « financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale »

Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-31 et L. 3232-2 ;

Vu le décret n° 2020-1561 du 10 décembre 2020 relatif aux aides pour l'électrification rurale ;

Vu le décret du président de la république du 7 novembre 2019 nommant Monsieur Ziad KHOURY, Préfet de l'Aisne ;

Considérant que la liste des communes éligibles aux aides prévues doit être renouvelée six mois après le renouvellement général des conseils municipaux ;

Considérant que la dernière livraison en 2020 par l'INSEE de la composition des unités urbaines et la population légale de chacune des communes au titre de l'année 2020 sont à retenir pour appliquer les critères déterminant les communes éligibles ;

Considérant la demande de dérogation émise par l'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne, autorité organisatrice, relative au transfert en régime rural de certaines communes ;

Considérant que la commune de Villeneuve sur Aisne de 2740 habitants, composée à partir de Guignicourt, précédemment urbaine et de Menneville précédemment rurale, constitue une commune isolée sans continuité, peut être admise au régime rural ;

Considérant que la commune d'Anizy-le-Grand de 2584 habitants au sein d'une unité urbaine de 4298 habitants, qui regroupe 3 communes auparavant rurales, dont la dispersion des hameaux peut la faire admettre au régime rural ;

Considérant l'avis du distributeur concerné, ENEDIS sur la dérogation sollicitée ;

Sur la proposition du directeur départemental des territoires ;

Arrête

Article 1 – la liste des communes éligibles au régime des aides du compte d'affectation spéciale « financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale » est fixée comme suit :

ARRONDISSEMENT DE CHATEAU-THIERRY			
Armentières-sur-Ourcq	Coulonges-Cohan	Jaulgonne	Rocourt-Saint-Martin
Azy-sur-Marne	Coupru	Latilly	Ronchères
Barzy-sur-Marne	Courboin	Licy-Clignon	Rozet-Saint-Albin
Belleau	Courchamps	Loupeigne	Rozoy-Bellevalle
Beuvardes	Courmont	Lucy-le-Bocage	Saint-Eugène
Bézu-le-Guéry	Courtemont-Vareennes	Mareuil-en-Dôle	Saint-Gengoulph
Bézu-Saint-Germain	Crézancy	Marigny-en-Orxois	Saponay
Bonneil	La Croix-sur-Ourcq	Mézy-Moulins	Sergy
Bonnesvalyn	Crouttes-sur-Marne	Montfaucon	Seringes-et-Nesles
Bouresches	Dhuys et Morin-en-Brie	Monthiers	Sommelans
Brécy	Domptin	Monthurel	Torcy-en-Valois
Brumetz	Dravegny	Montigny-l'Allier	Trélou-sur-Marne
Bruyères-sur-Fère	Épaux-Bézu	Montigny-lès-Condé	Vallées en Champagne
Bussiares	Épieds	Montlevon	Vendières
Celles-lès-Condé	L'Épine-aux-Bois	Montreuil-aux-Lions	Verdilly
La Chapelle-sur-Chézy	Essises	Mont-Saint-Père	VeUILly-la-Poterie
Le Charmel	Étrépilly	Nanteuil-Notre-Dame	Vézilly
Chartèves	Fossoy	Nesles-la-Montagne	Vichel-Nanteuil
Chézy-en-Orxois	Fresnes-en-Tardenois	Nogentel	Viels-Maisons
Chézy-sur-Marne	Gandelu	Pargny-la-Dhuys	Viffort
Cierges	Gland	Passy-sur-Marne	Villeneuve-sur-Fère
Coincy	Goussancourt	Pavant	Villers-Agron-Aiguizy
Condé-en-Brie	Grisolles	Priez	Villers-sur-Fère
Connigis	Hautevesnes	Reuilly-Sauvigny	

ARRONDISSEMENT DE LAON			
Abbécourt	Bosmont-Sur-Serre	Commenchon	Goudelancourt-Lès-Berrieux
Achery	Bouconville-Vauclair	Concevreux	Goudelancourt-Lès-Pierrepont
Agnicourt-Et-Séchelles	Bouffignereux	Condé-Sur-Suippe	Grandlup-Et-Fay
Aguilcourt	Bourg-Et-Comin	Corbeny	Guivry
Aizelles	Bourguignon-Sous-Coucy	Coucy-La-Ville	Guny
Amifontaine	Bourguignon-Sous-Montbavin	Coucy-Le-Château-Auffrique	Guyencourt
Amigny-Rouy	Brancourt-En-Laonnois	Coucy-Lès-Eppes	Jumencourt
Anguilmont-Le-Sart	Braye-En-Laonnois	Courbes	Jumigny
Anizy-Le-Grand	Brie	Courtrizy-Et-Fussigny	Juvincourt-Et-Damary
Arrancy	Bruyères-Et-Montbérault	Couvron-Et-Aumencourt	La Malmaison
Assis-Sur-Serre	Bucy-Lès-Cerny	Craonne	La Neuville-Bosmont
Aubigny-En-Laonnois	Bucy-Lès-Pierrepont	Craonnelle	La Neuville-En-Beine
Aulnois-Sous-Laon	Caillouël-Crépigny	Crécy-Au-Mont	La Selve
Autremencourt	Camelin	Crécy-Sur-Serre	La Ville-Aux-Bois-Lès-Pontavert
Barenton-Bugny	Caumont	Crépy	Landricourt
Barenton-Cel	Cerny-En-Laonnois	Cuirieux	Laniscourt
Barenton-Sur-Serre	Cerny-Lès-Bucy	Cuiry-Lès-Chaudardes	Lappion
Barisis-Aux-Bois	Cessières-Suzy	Cuissy-Et-Geny	Laval-En-Laonnois
Bassoles-Aulers	Chaillevois	Dercy	Leuilly-Sous-Coucy
Beaumont-En-Beine	Chalandry	Deuillet	Lierval
Beaurieux	Chamouille	Ébouleau	Liesse-Notre-Dame
Berrieux	Champs	Eppes	Liez
Berry-Au-Bac	Châtillon-Lès-Sons	Erlon	Lor
Bertaucourt-Epouardon	Chaudardes	Étouvelles	Mâhecourt
Bertricourt	Chérêt	Évergnicourt	Maizy
Besmé	Chermizy-Ailles	Festieux	Manicamp
Besny-Et-Loizy	Chéry-Lès-Pouilly	Folembray	Marchais
Béthancourt-En-Vaux	Chevregny	Fourdrain	Marcy-Sous-Marle
Bichancourt	Chivres-En-Laonnois	Fresnes-Sous-Coucy	Marest-Dampcourt
Bièvres	Chivy-Lès-Étouvelles	Fressancourt	Martigny-Courpierre
Blérancourt	Cilly	Frières-Faillouël	Mauregny-En-Haye
Bois-Lès-Pargny	Clacy-Et-Thierret	Froidmont-Cohartille	Mayot
Boncourt	Colligis-Crandelain	Gizy	Mennessis

ARRONDISSEMENT DE LAON - SUITE			
Merlieux-Et-Fouquerolles	Neufieux	Pouilly-Sur-Serre	Servais
Mesbrecourt-Richecourt	Neuville-Sur-Ailette	Prémontré	Sons-Et-Ronchères
Meurival	Nizy-Le-Comte	Presles-Et-Thiorny	Tavaux-Et-Pontséricourt
Missy-Lès-Pierrepont	Nouvion-Et-Catillon	Prouvais	Thienu
Molinchart	Nouvion-Le-Comte	Provisieux-Et-Plesnoy	Toulis-Et-Attencourt
Monceau-Lès-Leups	Nouvion-Le-Vineux	Quierzy	Travecy
Monceau-Le-Waast	Œuilly	Quincy-Basse	Trosly-Loire
Mons-En-Laonnois	Orainville	Remies	Trucy
Montaigu	Orgeval	Rogécourt	Ugny-Le-Gay
Montbavin	Oulches-La-Vallée-Foulon	Roucy	Vesles-Et-Caumont
Montchâlons	Paissy	Royaucourt-Et-Chailvet	Veslud
Monthenault	Pancy-Courtecon	Saint-Aubin	Villeneuve sur Aisne
Montigny-Le-Franc	Parfondru	Sainte-Croix	Villequier-Aumont
Montigny-Sous-Marle	Pargnan	Sainte-Preuve	Vivaise
Montigny-Sur-Crécy	Pargny-Les-Bois	Saint-Erme-Outre-Et-Ramecourt	Vorges
Mortiers	Pierremande	Saint-Nicolas-Aux-Bois	Voyenne
Moulins	Pierrepont	Saint-Paul-Aux-Bois	Wissignicourt
Moussy-Verneuil	Pignicourt	Saint-Pierremont	
Muscourt	Pinon	Saint-Thomas	
Neufchâtel-Sur-Aisne	Ployart-Et-Vaurseine	Samoussy	
Neufieux	Pontavert	Selens	
Neuville-Sur-Ailette	Pont-Saint-Mard	Septvaux	

Arrondissement de SAINT-QUENTIN			
Alaincourt	Essigny-le-petit	Lehaucourt	Remaucourt
Annois	Estrées	Lempire	Remigny
Artemps	Étaves-et-bocquiaux	Lesdins	Renansart
Attilly	Étreillers	Levergies	Roupy
Aubencheul-aux-bois	Fieulaine	Ly-fontaine	Rouvroy
Aubigny-aux-kaisnes	Flavy-le-martel	Magny-la-fosse	Saint-simon
Beaurevoir	Fluquières	Maissemy	Savy
Beauvois-en-vermandois	Fonsommes	Marcy	Seboncourt
Becquigny	Fontaine-lès-clercs	Mesnil-saint-laurent	Sequehart
Bellenglise	Fontaine-notre-dame	Mézières-sur-oise	Serain
Bellicourt	Fontaine-uterte	Mont-d'origny	Seraucourt-le-grand
Benay	Foreste	Montbrehain	Séry-lès-mézières
Berthenicourt	Francilly-selency	Montescourt-lizerolles	Sissy
Bony	Germaine	Montigny-en-arrouaise	Sommette-eaucourt
Brancourt-le-grand	Gibercourt	Morcourt	Surfontaine
Bray-saint-christophe	Gouy	Moÿ-de-l'aisne	Thenelles
Brissay-choigny	Gricourt	Nauroy	Trefcon
Brissy-hamégicourt	Happencourt	Neuville-saint-amand	Tugny-et-pont
Castres	Hargicourt	Neuville	Urvillers
Caulaincourt	Hinacourt	Ollezy	Vaux-en-vermandois
Cerizy	Holnon	Omissy	Vendelles
Châtillon-sur-oise	Homblières	Origny-sainte-benoite	Vendeuil
Chevresis-monceau	Itancourt	Parpeville	Vendhuile
Clastres	Jeancourt	Pithon	Vermand
Contescourt	Joncourt	Pleine-selve	Villeret
Croix-fonsommes	Jussy	Pontru	Villers-le-sec
Cugny	La ferté-chevresis	Pontruet	Villers-saint-christophe
Douchy	Lanchy	Prémont	
Dury	Le catelet	Ramicourt	
Essigny-le-grand	Le verguier	Regny	

Arrondissement de SOISSONS

Acy	Courcelles-sur-vesle	Missy-aux-bois	Saint-christophe-à-berry
Aizy-jouy	Couvrelles	Missy-sur-aisne	Saint-mard
Allemant	Coyolles	Monampteuil	Saint-pierre-aigle
Ambleny	Cramaille	Monnes	Saint-rémy-blancy
Ambrief	Cuiry-housse	Montgobert	Saint-thibaut
Ancienville	Cuisy-en-almont	Montgru-saint-hilaire	Sancy-les-cheminots
Arcy-sainte-restitue	Cutry	Montigny-lengrain	Septmonts
Audignicourt	Cys-la-commune	Mont-notre-dame	Serches
Augy	Dammard	Mont-saint-martin	Sermoise
Bagneux	Dampleux	Morsain	Serval
Bazoches-sur-vesles	Dhuizel	Mortefontaine	Silly-la-poterie
Berny-rivière	Dommiers	Muret-et-crouttes	Soucy
Berzy-le-sec	Droizy	Nampteuil-sous-muret	Soupir
Beugneux	Épagny	Nanteuil-la-fosse	Taillefontaine
Bieuxy	Faverolles	Neuville-sur-margival	Tannières
Billy-sur-aisne	Filain	Noroy-sur-ourcq	Tartiers
Billy-sur-ourcq	Fleury	Nouvron-vingré	Terny-sorny
Blancy-lès-fismes	Fontenoy	Noyant-et-aconin	Troësnes
Braye	Grand-rozoy	Oigny-en-valois	Vassens
Brenelle	Haramont	Osly-courtil	Vasseny
Breny	Hartennes-et-taux	Ostel	Vaudesson
Bruys	Jouaignes	Oulchy-la-ville	Ville-savoie
Bucy-le-long	Juvigny	Oulchy-le-château	Vivières
Buzancy	Laffaux	Paars	Vregny
Celles-sur-aisne	Largny-sur-automne	Parcy-et-tigny	Vuillery
Cerseuil	Launoy	Pargny-filain	Villemontoire
Chacrise	Laversine	Pasly	Villers-hélon
Chassemy	Le plessier-huleu	Passy-en-valois	Vauxrezis
Chaudun	Les septvallons	Pernant	Vauxtin
Chavignon	Lesges	Ploisy	Venizel
Chavigny	Leury	Pommiers	Vézaponin
Chavonne	Lhuys	Pont-arcy	Vic-sur-aisne
Chéry-chartreuve	Limé	Presles-et-boves	Viel-arcy
Chivres-val	Longpont	Puiseux-en-retz	Vierzy
Chouy	Louâtre	Quincy-sous-le-mont	
Ciry-salsogne	Maast-et-violaine	Ressons-le-long	
Clamecy	Macogny	Retheuil	
Cœuvres-et-valsery	Margival	Rozières-sur-crise	
Condé-sur-aisne	Marizy-sainte-geneviève	Saconin-et-breuil	
Corcy	Marizy-saint-mard	Saint-bandry	

Arrondissement de VERVINS

Aisonville-Et-Bernoville	Englancourt	Leuze	Rocquigny
Any-Martin-Rieux	Éparcy	Lislet	Rogny
Archon	Erloy	Logny-Lès-Aubenton	Romery
Aubenton	Esquéhéries	Lugny	Rougeries
Audigny	Étréaupont	Luzoir	Rouvroy-Sur-Serre
Les Autels	Étreux	Macquigny	Rozoy-Sur-Serre
Autreppes	Fesmy-Le-Sart	Malzy	Sains-Richaumont
Bancigny	La Flamengrie	Marfontaine	Saint-Algis
Barzy-En-Thiérache	Flavigny-Le-Grand-Et-Beaurain	Marly-Gomont	Saint-Clément
Beaumé	Fontaine-Lès-Vervins	Martigny	Sainte-Geneviève
Bergues-Sur-Sambre	Fontenelle	Mennevret	Saint-Gobert
Berlancourt	Franqueville	Molain	Saint-Martin-Rivière
Berlise	Froidestrées	Monceau-Le-Neuf-Et-Faucouzy	Saint-Pierre-Lès-Franqueville
Bernot	Gercy	Monceau-Sur-Oise	Soize
Besmont	Gergny	Mondrepuis	Sommeron
Boué	Grandrieux	Montcornet	Sorbais
La Bouteille	Gronard	Montloué	Le Sourd
Braye-En-Thiérache	Grougis	Mont-Saint-Jean	Thenailles
Brunehamel	Hannapes	Morgny-En-Thiérache Ache	Le Thuel
Bucilly	Harcigny	Nampcelles-La-Cour	Tupigny
Buironfosse	Hary	Neuve-Maison	Vadencourt
Burelles	Hauteville	La Neuville-Housset	La Vallée-Au-Blé
La Capelle	Haution	La Neuville-Lès-Do-rengt	La Vallée-Mulâtre
Chaourse	La Hérie	Noircourt	Vaux-Andigny
Chéry-Lès-Rozoy	Le Hérie-La-Viéville	Noyales	Vénérolles
Chevennes	Houry	Ohis	Grand-Verly
Chigny	Housset	Oisy	Petit-Verly
Clairfontaine	Iron	Origny-En-Thiérache	Vigneux-Hocquet
Clermont-Les-Fermes	Iviers	Papleux	La Ville-Aux-Bois-Lès-Dizy
Coingt	Jeantes	Parfondeval	Villers-Lès-Guise
Colonfay	Laigny	Plomion	Vincy-Reuil-Et-Magny
Crupilly	Landifay-Et-Bertaignemont	Prisces	Voharies
Cuiry-Lès-Iviers	Landouzy-La-Cour	Proisy	Voulpaix
Dagny-Lambercy	Landouzy-La-Ville	Proix	Wassigny
Dizy-Le-Gros	Lavaqueresse	Puisieux-Et-Clanlieu	Watigny
Dohis	Lemé	Raillimont	Wiège-Faty
Dolignon	Lerzy	Renneval	Wimy
Dorengt	Leschelle	Résigny	
Effry	Lesquielles-Saint-Germain	Ribeauville	

Article 2 – Les autres communes du département ne sont pas éligibles.

Article 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne et le directeur départemental des territoires de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et une copie sera adressée à la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, au président du conseil départemental de l'Aisne et au président de l'union des maires de l'Aisne.

À Laon, le 19 mars 2021



Ziad KHOURY